

page 907 lectures

PRE

**THE DIGITAL ORIGINS OF DICTATORSHIP AND DEMOCRACY:
INFORMATION TECHNOLOGY AND POLITICAL ISLAM**

Philip N. Howard

Oxford, Oxford University Press, 2010, 288 pages

THE NET DELUSION: THE DARK SIDE OF INTERNET FREEDOM

Evgeny Morozov

New York, Public Affairs, 2011, 432 pages

NETWORKS AND STATES: THE GLOBAL POLITICS OF INTERNET GOVERNANCE

Milton L. Mueller

Cambridge, MIT Press, 2010, 314 pages

Sans conteste, Internet et le Web sont devenus des sujets d'étude à part entière des relations internationales. Le cyberspace est aujourd'hui le théâtre d'enjeux protéiformes : économiques, politiques, sécuritaires et culturels. Dans cette myriade d'enjeux, celui du « pouvoir libérateur » d'Internet n'est pas le moindre et fait l'objet de discussions nourries et contradictoires entre experts et acteurs de la société civile.

« Il est clair que, de plus en plus, la route vers la démocratie sera numérique. » C'est par cette remarque que se clôt l'ouvrage de Philip Howard, *The Digital Origins of Dictatorship and Democracy: Information Technology and Political Islam*. À la lecture des événements du « printemps arabe » en Tunisie et en Égypte, le lecteur est tenté d'acquiescer. En effet, la révolution égyptienne, comme celle qui l'a précédée en Tunisie, montre à la fois la puissance des nouveaux médias, la difficulté de leur opposer des forces classiques de contrôle et de répression et leur articulation, trop souvent minorée, avec les médias traditionnels comme la télévision ou la presse.

Pour autant, au lieu d'affirmer – naïvement – que « *Twitter* nous sauvera tous », P. Howard avance que les « grands » du Web que sont *Facebook*, *Google*, *Twitter* ou *YouTube* sont amenés à devenir partie intégrante des processus révolutionnaires et de transition démocratique. La relation entre utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) et transition démocratique peut être causale mais dépend de bien d'autres facteurs, que l'auteur analyse de manière fouillée bien que plutôt rébarbative. Il va sans dire que ce n'est pas Internet ou les réseaux sociaux qui font la révolution : les immolations publiques, les manifestations interdites ou l'occupation de la place Al-Tahrir sont avant tout les expressions physiques d'un désarroi et d'une contestation populaires. D'ailleurs, comme on l'a vu, l'usage des nouvelles technologies n'est pas

l'apanage des forces contestataires et il a même tendance à canaliser le mécontentement intellectuel au détriment des engagements militants. À tel point qu'on peut se demander quel est l'avenir d'une mobilisation si celle-ci n'est pas accompagnée d'un travail de structuration politique qui permet à un rassemblement de masse de se muer en force révolutionnaire agissante. En filigrane de cet ouvrage apparaît néanmoins une interrogation : Internet homogénéise-t-il, américanise-t-il ou démocratise-t-il la culture politique ?

Ces sujets, Evgeny Morozov les aborde sur un ton nettement plus critique et cynique dans son opus *The Net Delusion: The Dark Side of Internet Freedom*. Jeune chercheur biélorusse, E. Morozov publiait avec un fort écho médiatique ce premier ouvrage au moment même où surgissaient les troubles politiques au Maghreb et au Moyen-Orient. L'auteur y remet radicalement en question le pouvoir libérateur d'Internet. Il y dénonce la « cyberutopie » qui draperait la technologie de vertus émancipatrices, comme celle d'être nécessairement vecteur de démocratie pourvu que l'information circule sans entrave. Cette cyberutopie trouverait son origine dans l'ignorance ou dans la paresse intellectuelle de nos contemporains, qui se laissent aller au « déterminisme technologique » en imaginant que toutes les questions qui se posent dans nos sociétés peuvent être résolues par le prisme d'Internet¹.

E. Morozov a raison lorsqu'il souligne que la technologie n'est pas intrinsèquement bonne pour la liberté, qu'on peut l'utiliser pour entraver, surveiller et punir aussi facilement que pour contourner, libérer et partager. Néanmoins, le cynisme de ses propos paralyse parfois son analyse. Son message est également noyé au milieu d'une série d'attaques confuses contre un mouvement cyberutopique nébuleux, dont les points de vue sont évoqués en termes très généraux, souvent sous la forme de citations d'agences de presse censées résumer un hypothétique consensus cyberutopique.

Sans être un lointain héritier du luddisme, E. Morozov est sceptique quant à la capacité de la technologie à déclencher des révolutions et à répandre la démocratie. Pour renverser un régime corrompu, écrit-il, avoir librement accès à l'information n'est ni nécessaire, ni même important ; c'est une antienne des « reaganiens » nostalgiques de l'époque des *samizdat* et de *Radio Free Europe*. La cible de l'auteur n'est guère masquée : E. Morozov ne mâche pas ses mots contre la *e-diplomacy* américaine portée par les discours

1. À titre d'exemple : H. Rheingold, *Smart Mobs: The Next Social Revolution*, Cambridge, MA, Basic Books, 2003 et C. Shirky, *Here Comes Everybody: The Power of Organizing Without Organizations*, New York, Penguin Press, 2008.

d'Hillary Clinton sur la liberté d'Internet. Il accuse les responsables américains de politiser outrancièrement Internet, tout particulièrement dans les relations des États-Unis avec les pays autoritaires. Car ces derniers, avance-t-il, savent se montrer tout aussi « techno-compatibles » que les régimes démocratiques. Il consacre plusieurs chapitres – aux titres provocateurs (« Pourquoi le KGB veut que vous rejoigniez *Facebook* » ; « Réseaux ouverts, esprits étroits », etc.) – à cartographier avec force détails les stratégies mises en place par les régimes autoritaires dans leur usage de *Facebook* et autres équivalents locaux pour accroître la surveillance (Iran), financer des blogueurs prorégime, manipuler les discussions en ligne potentiellement dangereuses et surveiller les blogueurs susceptibles de rejoindre l'opposition (Russie, Chine), utiliser les réseaux sociaux pour divertir et dominer le discours en ligne (Hugo Chavez), décentraliser la censure (Chine) et utiliser des méthodes de *crowdsourcing* basées sur les croyances religieuses et nationalistes des internautes pour traquer la contestation (Arabie Saoudite).

Décrivant longuement la façon dont les technologies numériques ont rendu nos vies plus transparentes envers les États, E. Morozov sous-estime les multiples manières dont elles ont rendu les activités des États plus visibles que jamais. Pour lui, les nouvelles technologies rendent le travail des « surveillants » moins coûteux et plus efficace, faisant de la propagande une activité créative. Pourtant, les régimes autoritaires affrontent réellement une tension lorsqu'ils adoptent les nouvelles technologies. Celles-ci les contraignent à certains compromis : utiliser les TIC pour moderniser leur économie mais réduire leur impact politique ; autoriser l'usage personnel d'Internet et les communications mobiles sans garantir le respect de la vie privée et en évitant autant que possible toute perméabilité à l'Occident.

Sa préférence pour une cyberpolitique réaliste prenant en compte les contextes locaux n'est pas exprimée dans les mêmes termes que ses arguments contre le « Web-centrisme » et le déterminisme technologique. Il affirme croire au potentiel d'Internet comme outil de promotion de la démocratie, sans toutefois développer un argumentaire autour de propositions structurées.

D'une certaine manière, l'ouvrage d'E. Morozov questionne la place des États dans l'Internet. Que ces derniers soient d'essence démocratique ou autoritaire, l'auteur privilégie une approche très globalisante et critique. Dans *Networks and States: The Global Politics of Internet Governance*, Milton Mueller prolonge, dans un style universitaire et de manière plus convaincante, la réflexion sur l'interaction entre États et Internet, en faisant de la gouvernance du réseau le thème central de son ouvrage.

Sujet éminemment complexe, la gouvernance d'Internet a fait l'objet de nombreux travaux, souvent ignorés par les décideurs politiques. Pour les uns, le cyberspace serait travaillé par des logiques classiques : le numérique ne serait qu'un nouvel avatar de la puissance, inscrite dans un cadre interétatique². Pour les autres, dont M. Mueller fait partie, la gouvernance d'Internet ne pourrait que générer des innovations institutionnelles et sociales inscrites dans des processus globaux de régulation. Cette approche insiste sur la nécessité de repenser le rôle des États dans la gouvernance globale.

Dans cet ouvrage très tocquevillien, M. Mueller rend compte de façon méticuleuse des principales ébauches de gouvernance du réseau. Selon lui, les débats sur la gouvernance d'Internet ont trop souvent été réduits à une dichotomie entre les « cyberlibertaires » et les tenants d'un cyberconservatisme. Le premier courant ressemble au déterminisme de l'utopisme technologique ; le second est avant tout un modèle de souveraineté étatique, qui étend les formes traditionnelles du contrôle des États sur Internet. Pour M. Mueller, deux problèmes fondamentaux – par ailleurs bien perceptibles lors de l'e-G8 en mai 2011 – biaisent la plupart des débats sur la gouvernance d'Internet. Premièrement, savoir qui doit être « souverain(s) » : les individus interagissant via Internet ou des États bâtis à une époque encore ignorante des capacités des ordinateurs mis en réseau ? Deuxièmement, le degré de traduction des préceptes de liberté de la pensée libérale classique dans un contexte de médias convergents, de réseaux omniprésents et de processus informationnels automatisés.

M. Mueller reconnaît que l'unilatéralisme américain en matière de gouvernance d'Internet a alimenté un débat clivant et nationaliste, qui est allé jusqu'à se focaliser, dans certaines enceintes multilatérales comme l'Union internationale des télécommunications, sur des rivalités géopolitiques. Les États-Unis, par l'intermédiaire de leur département du Commerce, exercent leur contrôle sur l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), autorité de régulation d'Internet dont le rôle premier est d'allouer l'espace des adresses de protocole d'Internet et de gérer le système des noms de domaine. Dans une tentative de contrebalancer l'influence américaine sur le réseau, acteurs de la société civile, États et acteurs économiques se consultent au sein de l'Internet Governance Forum, sorte d'arène mondiale de dialogue sur la gouvernance d'Internet. Pour M. Mueller, il faut s'interroger sur le rapport entre souveraineté nationale et moyens de communication, tout en affirmant

2. J. Nye, *Cyber Power*, Cambridge, MA, Harvard Kennedy School/Belfer Center for Science and International Affairs, 2010.

la nécessité d'imposer des limites à la souveraineté des États sur les flux d'information. Les États revendiquent l'adoption de noms de domaine dans leur propre écriture, augmentent leurs capacités de surveillance, se dotent de moyens cybermilitaires et tentent de se positionner en *gatekeepers* pouvant censurer des contenus.

Sans doute la faiblesse de cet essai particulièrement riche est-elle d'occulter le poids du secteur privé dans la gouvernance du Net. Les décisions du secteur privé assurent en effet des fonctions fondamentales dans la conception des infrastructures numériques, lesquelles permettent liberté, innovation et... répression.

Julien Nocetti

Chercheur associé au Centre Russie/NEI, Ifri

HISTOIRE

DE GAULLE ET LE VIETNAM (1945-1969)

Pierre Journoud

Paris, Tallandier, 2011, 544 pages

Il est parfois difficile pour les spécialistes étrangers, et notamment américains, de comprendre l'absence de travaux historiques suivis en France sur la guerre du Vietnam, comme si l'héritage des grands maîtres de l'École française d'Extrême-Orient, de Paul Mus à Philippe Devillers, n'avait laissé de traces que chez les sociologues et les linguistes. L'ouvrage de Pierre Journoud montre pourtant la voie d'un apport français possible sur un sujet couvert sur des milliers de pages par l'historiographie américaine. Le titre rend mal justice à ce travail impressionnant, moins une énième œuvre à dimension biographique du grand homme qu'une étude originale du rôle international de la France dans le conflit qui embrasa la péninsule indochinoise pendant plus d'un quart de siècle.

De manière inévitable mais assez succincte, l'auteur revient d'abord sur la période bien connue de la guerre française (1946-1954), le temps de rappeler le tournant personnel du général de Gaulle en 1953, amorce de sa « décolonisation mentale », point de départ d'un parcours personnel aboutissant en 1962 aux accords d'Évian et au retrait d'Algérie.

L'ouvrage se concentre vite sur cet après-guerre (1955-1965), dont la France est en partie responsable mais qui a si peu intéressé nos historiens. Illustrant admirablement la thèse de Maurice Vaisse sur l'évolution de la politique étrangère de la France de la puissance à l'influence, l'auteur explore, en s'appuyant sur une richesse documentaire impressionnante, les voies impénétrables du « neutralisme » asiatique du général de Gaulle. Pris en étau, plus qu'ailleurs, entre un communisme nationaliste hostile à l'ancienne puissance coloniale et une Amérique qui évinçait de fait une part de l'influence culturelle, économique et politique française, de Gaulle élabore très tôt au Vietnam le canevas d'une posture diplomatique qu'il étend ensuite à l'Europe et au reste du monde.

Sans concession, P. Journoud montre aussi les faiblesses et les incohérences de ce neutralisme français, conçu « moins comme un projet d'application immédiate et durable [...] que comme le moyen le plus honorable pour sauver la face des États-Unis ». Comment imaginer en effet la viabilité politique d'un Sud neutre et démilitarisé face à un Nord qui restait communiste et acquis à la réunification sous sa férule ? Cette politique, prêchée activement auprès des Sud-Vietnamiens (avec une oreille plus attentive qu'on ne l'aurait cru de Ngo Dinh Diem vers la fin de son règne) comme auprès des Américains,

s'achève par la rupture méconnue et pourtant définitive des relations diplomatiques de la part de Saïgon en 1965.

La suite de l'ouvrage, centrée sur la période de la « guerre américaine », fait la part belle au travail de médiation entrepris par Paris – souvent occulté par l'opposition de façade à Washington. La rupture avec Saïgon libère en effet la parole française, quitte à ce que de Gaulle en fasse parfois un usage intempestif, mais permet aussi un rapprochement avec Hanoï qui, s'il fait parfois de la France un « allié objectif » des communistes, lui permet aussi d'apporter au Nord une vue moins agressive de l'Occident. Loin de céder à un improbable tableau du Quai d'Orsay en bastion du pacifisme idéaliste, P. Journoud met bien en avant les avantages que la France escomptait tirer de cette médiation en termes de prestige et d'influence – un chapitre admirable est ainsi consacré à la lutte acharnée des Français pour que Paris soit choisie comme capitale des négociations de paix.

Cette étude de la médiation française est aussi prétexte à la description du formidable ballet diplomatique mobilisé pour mettre en contact les parties engagées dans l'une des guerres les plus meurtrières du siècle. Se nichant partout, exploitant chaque ouverture, le Quai d'Orsay, plus encore que l'Élysée, sait jouer de ses cadres les plus brillants, au premier rang desquels Étienne Manac'h, directeur

de la section Asie et fin connaisseur du théâtre vietnamien. Mais le travail de médiation repose également sur ce qu'il est désormais commun d'appeler la *track two diplomacy*, faisant appel au monde des intellectuels (P. Mus, P. Devillers), associatif (association médicale franco-vietnamienne) ou à celui des organisations internationales (Raymond Aubrac, alors fonctionnaire à la Food and Agriculture Organization [FAO]). Ces « filières » diplomatiques, comme les appelle P. Journoud, ne sont pas le monopole des Français ; les Américains comme les Vietnamiens ont su en susciter d'autres (Chinois, Soviétiques, Européens) mais nulle part ils ne trouvèrent cette même équidistance politique à l'égard des belligérants mêlée à cette même connaissance intime des enjeux. On ne regrettera qu'une chose, que la restriction « biographique » de l'ouvrage l'empêche d'arriver à son terme naturel : les accords de Paris de 1973, véritable point d'orgue de cette odyssée diplomatique.

Élie Tenenbaum

CINQ TYPES DE PAIX. UNE HISTOIRE DES PLANS DE PACIFICATION PERPÉTUELLE (XVII^e-XX^e SIÈCLES)

Bruno Arcidiacono
Paris, PUF, 2011, 468 pages

L'établissement de la paix entre les peuples, recherché à travers les siècles, ne peut émaner que d'une refonte de l'ordre international

établi. Un certain nombre de penseurs ont tenté de théoriser la paix perpétuelle et les moyens d'y parvenir. S'en dégage une typologie articulée autour de cinq types de paix : paix d'hégémonie, d'équilibre, d'union politique, de droit international et de directoire. L'ouvrage de Bruno Arcidiacono nous livre une analyse méthodique et rigoureuse de ces cinq plans de pacification, qui font chacun l'objet d'un chapitre construit sur le même modèle.

En premier lieu, la paix hégémonique ou hiérarchique résulte de la supériorité, de droit ou de fait, d'une entité sur toutes les autres. De la capacité de l'*hegemon* – qu'il soit pape, empereur ou le plus puissant des rois – à discipliner chacun des potentiels rivaux découle la situation de paix.

À la paix hégémonique répond la paix d'équilibre, fondée sur la pluralité des acteurs et leur non-assujettissement à une autorité supérieure. Concevable au sein d'un système bipolaire où la force est également répartie entre deux entités, la paix d'équilibre est d'une représentation moins aisée dans un système multipolaire, où l'existence de poids équivalents est de fait plus aléatoire, à moins que des alliances ne se forment entre puissances de second rang afin de rétablir l'équilibre.

Le troisième type de paix, présenté comme une forme de synthèse des deux premiers, est la paix fédéra-

tive, selon laquelle les composantes du système forment entre elles une association susceptible d'engendrer une autorité commune distincte et supérieure à elles-mêmes. Les États membres s'engagent non seulement à porter leurs différends devant l'autorité supérieure mais aussi à en accepter les décisions, appliquées par la force au besoin.

La quatrième version de pacification du monde s'entend comme une variante de la précédente. La paix de droit international, ou confédérative, s'inspire de la paix perpétuelle de Kant et conduira à la Société des Nations (SDN). Elle consiste à « transporter les relations internationales de l'état de nature à l'état de civilisation, dans lequel c'est la loi qui est reine ». Les États renoncent à l'emploi de la force et s'engagent à « soumettre leurs différends aux décisions de la Société » et, le cas échéant, à « mobiliser leurs forces pour aider la victime d'une rupture de la paix ».

Enfin, la paix de directoire, ou oligarchique, prend acte des faiblesses de la sécurité collective propre à la paix de droit international pour proposer un système dans lequel les grandes puissances s'entendent pour mettre un terme à la compétition entre elles et y substituer un régime de coopération. La référence au droit persiste mais l'application en revient au directoire. Tel est, selon l'auteur, le cas de l'Organisation des Nations unies (ONU), qui allie respect du droit inter-

national et concentration du pouvoir (au sein du Conseil de sécurité). Un système qui ne fonctionne pourtant que si l'institution « correspond à la réalité des rapports entre les grandes puissances », ce qui ne fut finalement jamais le cas pour l'ONU, bien que sa revitalisation post-guerre froide puisse venir nuancer ce constat d'impuissance structurelle.

Au final, l'ouvrage n'entend pas trancher entre ces différentes options. L'utopie des cinq types de paix est clairement exposée et l'auteur en pèse soigneusement les forces et faiblesses, en référence à de nombreux auteurs et courants de pensée, bien au-delà du XVII^e siècle. L'objectif et la vertu de l'ouvrage ne résident pas dans de quelconques recommandations pratiques mais bien davantage dans l'éclairage porté sur la nature du système international et des entités qui le composent, ainsi que dans son essai de conceptualisation du « système international parfait ».

Thierry Tardy

**ATTACK ON PEARL HARBOR.
STRATEGY, COMBAT, MYTHS, DECEPTIONS**

Alan D. Zimm
Havertown, PA, Casemate, 2011
464 pages

Cet ouvrage particulièrement dense sur le plan technico-factuel réexamine l'attaque aéronavale du

7 décembre 1941, en se plaçant du point de vue japonais et en reconstituant dans le détail le déroulement des opérations. L'auteur est un ancien officier de l'*US Navy*. Diplômé en physique et en management des affaires publiques, Alan Zimm possède un solide bagage analytique et sait également faire preuve d'une saine distance critique vis-à-vis des écrits (synthèses historiques, témoignages autobiographiques, rapports officiels) mis à contribution.

Attack on Pearl Harbor prend le contre-pied des travaux qui persistent à décrire cette frappe comme une initiative mûrement réfléchie, conçue par des esprits supérieurs, puis exécutée de main de maître par des virtuoses aguerris (cf. l'expérience acquise en Chine). Le texte se garde de toute niaiserie chauviniste. Pas question de minorer l'exploit logistique ou de fustiger la trahison des équipages nippons. Pas question d'occulter les insuffisances des hauts gradés américains Husband E. Kimmel et Walter C. Short. Ce qu'il s'agit de comprendre, c'est dans quelle mesure la ligne stratégique sous-tendant l'assaut tenait la route (objectifs manifestes/contradictions latentes), comment la culture militaire des Japonais a influencé la préparation et l'exécution du « coup » (*mirror-imaging*, réduction au silence des voix dissidentes, mythification du combattant solitaire, non-intégration sélective de certaines complications dans les *war games*, rigidité

doctrinale), pour quelles raisons les deux vagues de bombardement n'ont pas eu un impact optimal (la neutralisation des porte-avions américains étant mise de côté), de quelle manière des assaillants pleinement rationnels et ouverts à la contradiction argumentée auraient planifié et coordonné leurs actions (définition des rôles entre bombardiers, torpilleurs et chasseurs, amélioration des communications air-air), etc.

L'intérêt principal du texte vient de ce qu'il ne s'agit pas d'un travail d'historien, avec son cortège d'anecdotes héroïques, de rafistolages *a posteriori*, d'opinions bien défendues, mais d'une « analyse d'aspects sélectifs de l'attaque », qui place l'accent sur les computations stratégiques, les modèles mentaux, les logiques décisionnelles, les forces et faiblesses des systèmes d'armements, les perceptions immédiates/différées des combattants, les dégâts effectifs causés aux cibles navales et terrestres. Bref, on se trouve là dans le domaine du *post-mortem*, la particularité de l'exercice étant qu'*Attack on Pearl Harbor* se livre à une exploitation intensive des sources publiées depuis 70 ans, adopte le point de vue du camp adverse et compare de manière scientifique le potentiel de destruction des différentes variétés d'armements. L'ouvrage met ainsi en évidence les incohérences de l'amiral Yamamoto (« équivalent d'un dirigeant de banque qui vide les réserves de

l'entreprise pour acheter un billet de loterie »), ainsi que les réminiscences autovalorisantes du commandant Fuchida, exécutant du plan d'attaque aérienne. Plus généralement, *Assault on Pearl Harbor* pointe les nombreuses défaillances humaines et matérielles venues entacher le déroulement des opérations (quantité d'aviateurs japonais étaient des novices et leurs projectiles modérément fiables). Au plan stratégique, enfin, l'ouvrage souligne les terribles aveuglements psychologiques, sociologiques et politologiques de la bureaucratie militaire tokyoïte, dominée à l'époque par l'armée de Terre et ses fantasmes de conquête planétaire¹. L'effet Tsushima n'a pas marché. Loin de briser la détermination du peuple américain, loin de forcer la Maison-Blanche à s'asseoir à une table de négociations, l'attaque surprise du 7 décembre 1941 a déclenché un conflit de type guerre longue que le Japon impérial n'avait aucune chance de gagner.

Jérôme Marchand

1. Sur ce sujet, voir G. L. Weinberg, *Visions of Victory. The Hopes of Eight World War II Leaders*, Cambridge, MA, Cambridge University Press, 2005.

RELATIONS INTERNATIONALES

LA DIPLOMATIE DE CONNIVENCE. LES DÉRIVES OLIGARCHIQUES DU SYSTÈME INTERNATIONAL

Bertrand Badie
Paris, La Découverte, 2011
274 pages

Avec ce nouvel ouvrage, Bertrand Badie poursuit sa définition du système international actuel à travers des livres lisibles et échappant aux dérives de l'abstraction. Cette définition n'évite pas un certain plaidoyer, selon lequel l'injustice et l'inégalité entre les peuples expliquent l'essentiel des perturbations de notre temps et l'hégémonie étatique face aux sociétés civiles est révolue. Chacun appréciera, s'enthousiasmera ou demeurera sceptique.

Après avoir précédemment constaté l'impuissance des grandes puissances et leur incapacité à prendre en compte les nouveaux acteurs de la société civile, l'auteur fonde son analyse sur l'inefficacité de la diplomatie oligarchique. Celle-ci fonctionne rarement selon le modèle d'un directoire efficient et responsable mais s'incarne plutôt dans un club aristocratique refusant de partager la prise de décision avec les « roturiers ». Marqué par la connivence, c'est-à-dire la tolérance aux fautes de l'autre pour peu que cette tolérance soit réciproque, un tel système agit *a minima* et ne parvient ni à mettre en œuvre une coopération construc-

tive, ni à lutter contre les pires violations des Droits de l'homme et des peuples. Rappelant le concert européen du XIX^e siècle ou l'accord des grandes puissances de l'entre-deux-guerres, bien incapable d'empêcher la multiplication des exactions des régimes fascistes et donc la marche à la guerre, la diplomatie de connivence aurait resurgi après la parenthèse du système bipolaire. Pour certains, la fin de ce dernier aurait permis l'avènement d'un système unipolaire, ce que récuse B. Badie : la superpuissance américaine ne peut en rien jouer le rôle d'attraction et de protection propre à une puissance polarisatrice ; nous sommes donc dans un système apolaire – ce qui ouvre la voie de la connivence –, avec sa faible institutionnalisation, sa diplomatie discursive ou incantatoire et surtout son inefficacité. La réunion d'un groupe de puissances (G8 ou G20) définies selon leur produit intérieur brut (PIB) se fait sur des critères inopérants pour gérer la plupart des questions internationales et les biens publics mondiaux. Pire, le resserrement de cette élite oligarchique sur des « valeurs » comme la culture politique occidentale (démocratie et Droits de l'homme) ne fait qu'attiser la contestation du reste du monde.

Cette contestation répond à la connivence : la contestation des États du Sud n'est pas nouvelle, mais la coalition souffre d'une fragmentation tout aussi inefficace

et c'est une rhétorique populiste qui répond aux leçons de la « réaction nobiliaire » du Nord. La contestation des puissances émergentes est plus subtile et constructive (exemple du groupe des IBAS : Inde, Brésil, Afrique du Sud), voire inquiétante (Organisation de coopération de Shanghai, OCS), même si certains aspects inspirent le scepticisme (groupe des BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). La contestation des sociétés, surtout, renvoie au fait que la concentration du pouvoir et du processus de décision dans un petit nombre d'États, dominé jusqu'à maintenant par quelques États occidentaux, favorise l'anomie du système. L'étude de cet aspect de la réalité actuelle est sans doute le meilleur passage de l'ouvrage, lorsqu'il tente de construire une synthèse sociologique des phénomènes politiques relevés au Sud depuis deux ou trois décennies, qui expliquent le fonctionnement des crises internes, des mouvements violents xénophobes ainsi que la difficulté pour la communauté internationale à maintenir la paix. Le « ressentiment » et l'« humiliation », au-delà des images, peuvent être des états d'esprit favorisant l'instrumentalisation de certaines couches de la population (la classe moyenne exclue de la richesse face à la classe aisée occidentalisée) par des entrepreneurs politiques sans scrupule.

Il demeure que cette critique de l'oligarchie occidentale laisse par-

fois songeur. À quoi sert de se lamenter face aux inégalités de puissance ? La même réalité sociologique existe au sein des démocraties nationales, dont toute la logique vise à dégager un compromis permettant le « vivre ensemble », sans que s'efface le déséquilibre originel. Ensuite, les solutions préconisées – œuvrer en faveur d'un véritable multilatéralisme – ne convainquent guère : celui-ci n'échappe ni à la diplomatie déclaratoire, ni à la politisation des enjeux. Surtout, la norme ainsi construite n'a guère de chance d'être effective que si les États les plus puissants montrent l'exemple en l'appliquant et en soutenant la mise en œuvre de la sanction envers les contrevenants. Enfin, n'oublions pas que les plus grands succès du multilatéralisme sont dus à l'idéologie et à la diplomatie de l'oligarchie occidentale, notamment en faveur de la justice pénale internationale ou de la libéralisation des échanges.

Yannick Prost

LE MONDE À L'HORIZON 2030.

LA RÈGLE ET LE DÉSORDRE

Nicolas Tenzer

Paris, Perrin, 2011, 300 pages

La prospective est un art délicat. Les grands événements qui ont fait le monde furent souvent des ruptures imprévisibles : la chute du mur de Berlin, le 11 septembre 2001, la crise économique de 2008, etc. Le défi n'effraie pourtant pas

Nicolas Tenzer. Ce haut fonctionnaire atypique, dont la carrière n'est pas sans rappeler celle d'un Alain Minc ou d'un Jacques Attali, sans toutefois atteindre leur notoriété médiatique, se lance dans l'exercice périlleux qui consiste à dessiner les contours du monde à 20 ans.

À la différence des grands essayistes américains qui ont tenté de proposer une grille de lecture du monde, forcément réductrice (la fin de l'histoire de Francis Fukuyama, le choc des civilisations de Samuel Huntington), N. Tenzer considère, non sans raison, que le monde de demain ne se résumera ni à une idée ni à une formule.

Les certitudes sont rares : le rôle durable et irremplaçable des États-Unis, l'effacement de la Russie. Rien ne sera jamais acquis dans ce monde plus mou, plus labile, caractérisé par un désordre apparent et par la disparition de toute ligne d'organisation générale et en particulier de tout directoire de puissances. N. Tenzer se montre en effet tout autant pessimiste à l'égard des organisations internationales que des blocs régionaux. Il récuse l'idée pourtant en vogue d'un monde multipolaire organisé autour de cinq ou six pôles régionaux. Il replace les États au centre des relations internationales, la région n'étant qu'un niveau parmi d'autres de leur positionnement international. À la logique des camps, à celle des zones d'influence, succédera celle de l'écheveau. Les acteurs seront

liés entre eux par une multiplicité de liens, de nature et d'intensité variables. La nouvelle carte du monde ne sera pas un damier mais un réseau.

Dans ses précédents ouvrages, N. Tenzer faisait profession de pessimisme. Pourtant – et c'est le paradoxe central de son essai –, le monde désordonné qu'il prédit n'est pas chaotique, au contraire. Son pronostic est optimiste : le monde sera plus hiérarchisé, plus stable, moins violent, plus intelligent. L'écheveau de partenariats nombreux, parfois contradictoires, dans lequel les États seront engagés sera potentiellement moins belligère que la constitution d'alliances antagonistes. Les notions d'« ami » et d'« ennemi », qui ont longtemps structuré l'ordre international, perdront en pertinence : l'ami de mon ennemi ne sera plus nécessairement mon ennemi.

On peut discuter du retour des États. L'idée est à la mode, qui succède à celle, vulgarisée par la Banque mondiale dans les années 1990, de leur effacement. Pour autant, elle n'est pas incontestable. N. Tenzer affirme que les frontières seront de moins en moins contestées, les sécessions de moins en moins nombreuses. Les déclarations d'indépendance du Timor-Leste, du Kosovo et du Sud-Soudan permettent d'en douter, sans parler des évolutions possibles au Québec, en Belgique, dans les ex-républiques soviétiques ou dans l'archipel indonésien. Il n'est jusqu'à la

toute-puissante Chine dont on pourrait imaginer qu'elle règle la question de ses minorités au Tibet ou au Xinjiang par une forme d'indépendance encadrée.

En revanche, l'optimisme de la réflexion séduit. La prospective vire souvent au millénarisme : on prédit l'affrontement inéluctable de la Chine et des États-Unis, l'apocalypse nucléaire au Cachemire, l'épuisement des ressources naturelles dans la vallée du Jourdain, etc. N. Tenzer est trop subtil pour céder à pareil sensationnalisme. En faisant le pari de l'intelligence et de la complexité, il nous laisse espérer un monde meilleur.

Yves Gounin

ÉCONOMIE

UNE BRÈVE HISTOIRE DES CRISES FINANCIÈRES. DES TULIPES AUX SUBPRIMES

Christian Chavagneux
Paris, La Découverte, 2011
208 pages

Cet ouvrage, c'est d'abord une histoire des bulles financières et des crises qu'elles provoquent, toujours et toujours : c'est une histoire pleine d'innovations, de rebondissements et de catastrophes. À côté des grands classiques – comme la faillite de Law ou la crise de 1929 –, le lecteur aimera (re)découvrir ce qui fait la modernité de la bulle sur

les oignons de tulipe aux Pays-Bas au XVII^e siècle ou sur la panique bancaire de 1907 aux États-Unis. En matière financière, décidément, l'humanité n'a rien appris. Le livre se lit avec facilité et cela bien que l'auteur utilise sa vaste érudition pour offrir un appareil documentaire abondant (il y a près de 200 notes et autant de références bibliographiques précieuses pour qui veut prolonger l'enquête). Au-delà de l'histoire, il y a une thèse qui s'inscrit dans une perspective connue, celle tracée par Charles P. Kindleberger et Hyman P. Minsky : l'innovation financière débridée et l'effet de levier incontrôlé sont les ingrédients de base de la course au profit et à l'abîme. C. Chavagneux enrichit ce modèle sous trois aspects.

D'abord les origines : la crise n'est pas un accident. Elle a été préparée par la mise en œuvre de stratégies très précises – la déréglementation financière, pour être bref. Dans ce contexte, même si l'on est amené à mettre en exergue des fraudes monstrueuses comme celle de Bernard Madoff, la crise n'est pas le produit de quelques comportements déviants : elle a aussi une dimension qui relève, selon l'auteur (suivant ici une analyse illustrée en particulier par William Black), de la criminalité organisée (on pense aux conditions d'octroi et de gestion de certains crédits immobiliers, aujourd'hui devant la justice).

Un second apport concerne le rôle de l'accroissement des inégalités

comme « carburant de la crise » (difficile d'échapper en permanence à la tentation des titres accrocheurs). La recherche a récemment mis l'accent sur ce lien et le sujet aurait mérité d'aller plus loin que la mise en cause convenue de « l'influence politique des riches ». Les inégalités sont un résultat, pas une variable de décision, et la question que soulève cette littérature est la suivante : comment pourrait se reconstituer, à l'avenir, sous une forme évidemment nouvelle, le lien fordiste rompu depuis deux décennies entre salaire réel et productivité ?

Troisième apport, la prévention des crises futures. Très averti des travaux du G20, l'auteur décrypte les résultats de ses efforts en faveur d'une meilleure gouvernance financière mondiale. Son jugement est précis et équilibré : ceux qui dénoncent les « G vains » ont tort. De Washington à Séoul en passant par Cannes, un mouvement est enclenché, qui a des faiblesses mais produit néanmoins des résultats ; il faut faire vivre cette volonté politique sans laquelle on peut évidemment craindre de nouvelles crises.

Jacques Mistral

DÉFENSE/SÉCURITÉ

THE LONGEST WAR. THE ENDURING CONFLICT BETWEEN AMERICA AND AL-QAEDA

Peter L. Bergen
New York, Free Press, 2011
496 pages

DEADLY EMBRACE. PAKISTAN, AMERICA, AND THE FUTURE OF GLOBAL JIHAD

Bruce Riedel
Washington, DC, Brookings, 2011
180 pages

Il y a dix ans que l'attaque coordonnée contre le World Trade Center et le Pentagone, le 11 septembre 2001, a marqué l'irruption de la terreur de masse dans le monde contemporain. Oussama Ben Laden, assassiné au cours d'un raid américain au nord d'Islamabad le 2 mai 2011, ne vivra pas ce dixième anniversaire, mais son adjoint égyptien, Ayman al-Zawahiri, paraît déterminé à continuer d'animer un réseau à vocation planétaire. Cet enracinement d'Al-Qaida au cœur de l'« Af-Pak » (concept stratégique que l'administration de Barack Obama a forgé pour qualifier le nœud gordien de l'Afghanistan et du Pakistan) a conduit deux des meilleurs spécialistes américains du sujet, Peter L. Bergen et Bruce Riedel, à publier, chacun dans son style, deux ouvrages mêlant réflexion et prospective sur le djihad global. La disparition de Ben Laden n'enlève rien, bien au contraire, à la pertinence de leurs analyses.

P. L. Bergen, un des rares Américains à avoir rencontré l'ancien chef d'Al-Qaida (en 1997, dans l'Est afghan), intervient aussi bien sur CNN qu'à la New America Foundation. Auteur de deux ouvrages d'investigation sur la mouvance djihadiste, il y condense son expérience d'une décennie d'affrontement entre les États-Unis et Al-Qaida, littéralement « la plus longue des guerres » menées par son pays. Son verdict est accablant pour l'administration de George W. Bush, qui n'a pas pris au sérieux les avertissements convergents, tout au long de 2001, concernant la préparation d'une frappe majeure sur le sol américain. P. L. Bergen est aussi très sévère sur la décision américaine d'invasion de l'Irak en mars 2003, qui a permis à Al-Qaida de surmonter la perte de son sanctuaire afghan.

The Longest War décrit de manière passionnante comment la « guerre des idées » a été perdue par Al-Qaida du fait de sa surenchère extrémiste, sans pour autant qu'elle soit gagnée par l'Amérique des néoconservateurs. C'est grâce au nouveau cours impulsé par le président Obama, exprimé lors de son discours du Caire du 4 juin 2009, que l'initiative est enfin reprise sur le terrain crucial des valeurs. Durant de longues années, les musulmans ont tenu bon face à Al-Qaida et à sa politique de terreur, sans que cette résistance, souvent civile, voire citoyenne, soit vraiment prise en compte. Il aura fallu le « printemps arabe » pour que le rejet populaire

des thèses djihadistes apparaisse dans toute son intensité, une évolution dont P. L. Bergen démontre pourtant la précocité.

B. Riedel, qui avait déjà publié en 2008 à la Brookings Institution *The Search for Al-Qaida*, a été chargé l'année suivante par Obama d'un rapport sur l'« Af-Pak », alliant analyse politique et propositions concrètes. C'est en somme ce genre de littérature qu'il nous livre aujourd'hui avec *Deadly Embrace*, cette « étreinte mortelle » soustrée avec justesse *Le Pakistan, l'Amérique et le futur du djihad global*. B. Riedel nous brosse la fresque des relations américano-pakistanaises, avec son alternance déroutante entre intimité (confinant à la complicité de crimes contre l'humanité, comme lors du soutien de Richard Nixon en 1971 à l'offensive barbare d'Islamabad contre le futur Bangladesh) et crises (avec les sanctions des États-Unis liées à la poursuite du programme nucléaire pakistanais). L'auteur pousse jusqu'au bout le raisonnement d'un basculement du Pakistan dans la logique djihadiste, moins du fait d'un effondrement de l'État face à la terreur (des Talibans pakistanais et de leurs alliés) que par un nouveau retournement au sein d'un appareil militaire profondément antioccidental.

Deadly Embrace envisage toutes les implications d'un scénario aussi catastrophique, notamment par rapport à l'Inde, qui a fait preuve d'une remarquable retenue face aux provocations terroristes. Afin

d'éviter que les États-Unis n'aient plus le choix qu'entre de très mauvaises options, B. Riedel suggère d'adopter dès maintenant un cours radicalement différent : reconstruire pour les États-Unis une relation confiante avec le Pakistan, en l'inscrivant dans la durée mais aussi dans des « lignes rouges » très précises. Les renseignements pakistanais (Inter-Services Intelligence, ISI) doivent suspendre toute coopération avec les Talibans afghans comme avec le Lashkar-e-Taiba, l'organisation responsable du massacre de Mumbai en novembre 2008. Les cadres de l'ISI qui enfreindraient ces interdits s'exposeraient aux mêmes types de sanctions personnelles qui visent aujourd'hui les complices d'Al-Qaïda. Un tel recadrage de la relation américano-pakistanaise semble encore plus salubre après la disparition de Ben Laden et ce n'est pas le moindre mérite de *Deadly Embrace* que d'en souligner l'urgence.

Jean-Pierre Filiu

LA RÉFORME DES ARMÉES EN FRANCE : SOCIOLOGIE DE LA DÉCISION

Bastien Irondelle
Paris, Presses de Sciences Po
2011, 344 pages

Résultat d'un travail de recherche approfondi, initié en doctorat il y a une dizaine d'années¹, *La Réforme*

des armées en France est appelée à devenir un classique en études stratégiques par sa cohérence théorique et sa rigueur empirique.

Dans cet ouvrage, Bastien Irondelle s'intéresse à la principale réforme de la politique française de défense dans les années 1990, dont il vise l'explication : la réforme des armées de 1996. La France décide de mettre fin au service militaire obligatoire. La conscription laisse place à l'armée de métier, c'est-à-dire à la professionnalisation des armées. Mais qui en a décidé ainsi, et pourquoi ce choix public a-t-il été préféré à un autre ? Comment un « changement aussi radical » a-t-il pu se produire dans un domaine – la défense – caractérisé par la continuité, la routine et la tradition ? Allant à rebours de l'idée selon laquelle la politique de défense ne peut être réformée, défendue entre autres par Louis Gautier dans *Mitterrand et son armée 1990-1995* (Paris, Grasset, 1999), B. Irondelle défend la thèse selon laquelle la réforme des armées a été décidée et conduite, en conscience, par le président de la République d'alors, Jacques Chirac.

Pour ce faire, il s'appuie sur une sociologie de la décision, par définition multifactorielle. Il part de l'analyse classique de la prise de décision proposée par Graham T. Allison dans *Essence of Decision: Explaining the Cuban Missile Crises* (New York, Little, Brown, 1971). Si elle permet d'ouvrir la « boîte noire » du processus décisionnel

1. *Gouverner la défense : analyse du processus décisionnel de la réforme militaire*, thèse de doctorat en science politique, Institut d'études politiques de Paris, 16 décembre 2003, 602 pages.

étatique, cette analyse est insuffisante pour expliquer la réforme de 1996. D'une part parce que le lien entre l'appartenance bureaucratique de l'acteur et son influence sur le processus décisionnel n'est pas aussi mécanique que l'envisage G. T. Allison ; d'autre part parce que la structuration hiérarchique du pouvoir et le rôle déterminant du chef de l'exécutif sont sous-estimés. En résumé, cette analyse bureaucratique ne permet pas de comprendre les changements de politique radicaux à l'œuvre en 1996.

Tenant d'y remédier, l'auteur propose une approche qui se concentre sur les acteurs et considère leur rationalité comme limitée. Limitée par les institutions au sein desquelles ils agissent et par les idées qui les façonnent, la décision est conçue comme un processus qui ne se réduit pas à un choix à l'instant T. Penser la complexité du processus décisionnel ne rend pas l'auteur moins critique à l'idée d'une « dilution », voire d'un « émiettement », de la décision, qui conduirait à considérer comme impossible le changement politique. Il infirme la conception de la décision comme « décision-compromis » et le modèle de la « poubelle » selon lequel « la décision finale n'est qu'une résultante, presque accidentelle, d'interactions entre des acteurs, des occasions de choix, des problèmes et des solutions ».

Au contraire, il affirme que les acteurs agissent au sein d'un champ de forces structuré par des constantes. Ces dernières, ou variables explicatives, sont au nombre de trois : « Le rôle déterminant du leadership présidentiel, l'importance de la configuration décisionnelle, l'effet conditionnel de la conjoncture. »

Enfin, les résultats de cette recherche s'appuient sur un travail empirique fouillé. Par la conduite de 110 entretiens semi-directifs auprès de 92 acteurs clés du processus de décision de la réforme des armées, l'auteur apporte, au-delà des anecdotes, une preuve solide de la crédibilité de son travail. On peut regretter cependant que B. Ironde ne fasse pas appel à d'autres méthodes. Une analyse des réseaux des décideurs de cette réforme montrant la position prépondérante du chef de l'État ou une étude statistique des décisions prises et de leurs effets politiques et budgétaires auraient assis positivement – au sens épistémologique du terme – l'argumentation, donnant des gages aux sceptiques et autres quantitativistes.

Celles et ceux qui portent un intérêt aux études stratégiques, à l'analyse du processus décisionnel et à une théorie de la pratique trouveront dans cet ouvrage matière à réflexion.

Samuel Faure

AU CŒUR DE L'ANTITERRORISME

Marc Trévidic

Paris, JC Lattès, 2011, 300 pages

Marc Trévidic a été substitué au parquet antiterroriste de Paris de 2000 à 2003 puis est revenu à la galerie Saint-Éloi en 2006, en qualité de vice-président chargé de l'instruction. Autant dire qu'il connaît bien les rouages de l'antiterrorisme français. Après le départ de Jean-Louis Bruguière, il a « hérité » de certaines des affaires les plus médiatiques de ces trois dernières décennies, comme celle de la rue Copernic, des moines de Tibhirine ou encore de l'attentat de Karachi en 2002. Certaines de ces affaires, bien que vieilles de 30 ans, sont encore en cours : les coupables n'ont pas été confondus et le juge, tenace, refuse d'abandonner. Le temps peut faire son œuvre et la grande Histoire venir à la rescousse de la justice. Après la chute du mur de Berlin, l'ouverture des archives de la Stasi a ainsi permis d'élucider nombre d'attentats et de faire tomber Carlos.

Tout en respectant le secret de l'instruction, l'auteur dévoile le fonctionnement de la justice antiterroriste. Il raconte les enquêtes, les auditions, les procès. Il décrit l'originalité du système français, ses figures emblématiques aux surnoms baroques – Jean-Louis Bruguière (« l'Amiral »), Bernard Squarcini (« le squalo ») ou encore Roger Marion (« Eagle Four ») – et son efficacité redoutable assurée notamment par le couple formé par

la Direction de la surveillance du territoire (DST) et l'instruction (puis par la Direction centrale du renseignement intérieur [DCRI] et l'instruction). Dans certaines affaires, la frustration du juge est évidente car il se heurte à la raison d'État. Il n'hésite pas à se montrer incisif à l'égard de l'exécutif quand il évoque la réforme du juge d'instruction voulue par le président de la République – une réforme qui permettrait d'enterrer discrètement les dossiers trop sulfureux.

Le style de M. Trévidic est plaisant. Il alterne analyses et passages plus personnels – mentionnant par exemple sa première erreur judiciaire, dans une affaire de viol, alors qu'il débutait sa carrière dans le Nord de la France. Il manie l'humour et l'ironie, à l'instar de ce passage où il qualifie les documents confidentiels défense de « bibliothèque rose », expliquant que les juges sont souvent contraints de se contenter de la littérature pour enfants, le « très secret défense » étant réservé aux adultes. Rapidement, le ton redevient plus grave comme lorsqu'il évoque les mauvais traitements infligés aux prisonniers dans certains pays avec lesquels la France coopère. Au passage, on obtient la confirmation du fait que des enquêteurs français se sont rendus à Guantanamo pour y interroger des détenus.

Les djihadistes occupent une place particulière dans ce livre. À plusieurs reprises, son auteur emploie le possessif pour en parler : « mes

mis en examen », « mon terroriste ». Il cherche à comprendre les raisons de leur radicalisation et de leur volonté de passer à l'acte. Certains d'entre eux sont très jeunes – 18 ans à peine – et le magistrat n'est pas loin de les considérer comme des victimes manipulées. Il sait toutefois que les vraies victimes ne sont pas les apprentis terroristes mais leurs cibles, ces personnes frappées au hasard dans des lieux publics, et leurs proches, qui leur survivent et veulent à tout prix connaître la vérité. La vérité, c'est aussi ce que recherche M. Trévidic, contre vents et marées. Pour que justice soit faite.

Marc Hecker

DÉSARMEMENT CLASSIQUE ET SÉCURITÉ EN EUROPE. LES FORTUNES DU TRAITÉ SUR LES FORCES ARMÉES CONVENTIONNELLES EN EUROPE

Matthieu Chillaud

Québec, Presses de l'Université du Québec, 2011, 128 pages

Docteur en science politique de l'université de Bordeaux, Matthieu Chillaud s'est spécialisé dans l'étude des questions stratégiques en Europe septentrionale et enseigne à l'Institut d'études administratives et politiques de l'université de Tartu (Estonie). Associé aux travaux de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Stockholm International Peace Research Institute, SIPRI), il s'est penché sur la nature et l'évolution de la *peace research*

dans les pays nordiques et a notamment analysé le rôle spécifique de l'Institut de Stockholm dans le développement de cette discipline. Enfin, il a publié deux ouvrages consacrés respectivement aux politiques de sécurité des pays Baltes¹ et au régime des îles Aland², qui ont retenu l'attention des experts. Son étude sur le traité de réduction des forces armées conventionnelles en Europe (FCE) s'inscrit dans la continuité de ses préoccupations dans la mesure où elle souligne la contribution du « désarmement classique » à l'instauration d'un nouvel ordre de paix dans l'espace euro-atlantique.

Comme le rappelle l'auteur, le traité dit FCE, ouvert à la signature le 19 novembre 1990, est anachronique car il avait été conçu à l'origine pour corriger les asymétries dans le rapport des forces classiques en Europe à l'époque de l'antagonisme Est/Ouest. Or sa conclusion a coïncidé avec l'accession de l'Allemagne unie à la pleine souveraineté, l'émancipation des « nations captives » d'Europe centrale et orientale et l'amorce d'un processus qui débouchera en décembre 1991 sur la dissolution de l'Union soviétique. Dès lors, la menace que les forces du Pacte de Varsovie faisaient peser sur le monde occidental avait disparu et

1. M. Chillaud, *Les Pays baltes en quête de sécurité*, Paris, ISC/Economica, 2009.

2. M. Chillaud (dir.), *Les Îles Aland en mer Baltique. Héritage et actualité d'un régime original*, Paris, L'Harmattan, 2009.

c'est la Russie qui pouvait craindre pour sa sécurité du fait de l'affaiblissement de ses capacités militaires et de l'attraction que l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) exerçait sur ses anciens alliés.

On sait que le traité FCE a été amendé en 1993 pour tenir compte du nouveau contexte stratégique et qu'à la suite de l'élargissement de l'OTAN on a procédé à la négociation d'un nouveau traité, approuvé le 19 novembre 1999 lors de la conférence au sommet de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Ankara. Désormais, le niveau des forces armées et des armements est déterminé non plus par référence à un équilibre entre deux groupes d'États correspondant aux systèmes d'alliance de la guerre froide, mais en fonction des besoins de sécurité des États pris individuellement, étant entendu que les plafonds nationaux et territoriaux convenus pourront être ajustés pour faire face à des périls imprévus. Toutefois, le traité FCE adapté n'est toujours pas entré en vigueur, les puissances occidentales ayant subordonné sa ratification au retrait des forces russes de Moldavie et de Géorgie et la Russie ayant fait valoir que les « politiques unilatéralistes hégémoniques » des États-Unis ne lui permettaient pas de baisser la garde, notamment dans la région du Caucase. L'annonce par Moscou, en juillet 2007, d'un « moratoire » suspendant l'appli-

cation du traité ne laisse guère augurer de sa contribution au développement d'une sécurité coopérative en Europe, que M. Chillaud appelle de ses vœux.

À l'heure où l'élimination des armes nucléaires défraie la chronique, il n'est pas inutile de rappeler que la réduction des forces armées et des armements de type classique est une composante essentielle du désarmement général et complet auquel aspirent les tenants d'un monde sans armes nucléaires. À cet égard, l'étude de M. Chillaud est topique, car elle souligne l'articulation étroite entre le désarmement classique en Europe et la maîtrise des armements nucléaires détenus par les deux protagonistes de la guerre froide. Son analyse de la genèse et du développement des négociations met également en évidence le lien entre l'organisation de la sécurité et la réglementation des armements, celle-ci n'étant pas une fin en soi mais un moyen de « favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales ». On regrette toutefois que l'auteur ait passé sous silence le rôle joué par la France dans la relance du désarmement régional en Europe lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies en 1978 et qu'il n'ait pas évoqué les controverses franco-américaines des années 1986-1989 sur la nécessité d'atténuer le caractère de « bloc à bloc » des négociations sur les FCE en les

inscrivant dans le cadre plus vaste du processus de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Ces réserves n'entachent pourtant pas l'intérêt d'un ouvrage qui fait le bilan raisonné d'une entreprise dans laquelle on avait fondé de grands espoirs à l'époque de la guerre froide et qui conserve sa raison d'être en dépit de la modestie de sa contribution au maintien et au rétablissement de la confiance dans les relations entre les États participants.

Jean Klein

THE OXFORD HANDBOOK OF NATIONAL SECURITY INTELLIGENCE

Loch K. Johnson (dir.)
Oxford, Oxford University Press
2010, 888 pages

Spécialiste renommé des questions de renseignement, Loch K. Johnson a déjà publié plusieurs ouvrages collectifs regroupant études académiques et aperçus de praticiens. Cet *Oxford Handbook* se veut plus abordable que les volumes précédents publiés chez Routledge ou Praeger. Officiellement destiné à un public composite, mêlant *insiders* et *outsiders*, il n'a nullement à rougir de la comparaison avec ses prédécesseurs.

L'ensemble est articulé autour de quelques grands thèmes : théorie et méthodes, évolution des systèmes de renseignement modernes, collecte et traitement du renseignement, analyse et production, dissémi-

nation, contre-espionnage, action clandestine, redevabilité, etc. Ce découpage fait, on le voit, une large place aux processus d'extraction, de raffinage et de distribution au travers desquels toutes sortes de données éparses se trouvent converties en outils décisionnels. Une telle approche paraît légèrement datée, compte tenu des réserves grandissantes dont le cycle du renseignement fait l'objet. Cela dit, la variété des points de vue compense la banalité du design architectural. Pas moins de 57 contributeurs figurent au générique. Impossible de les citer tous. Quels textes, alors, mettre en avant ?

« Getting Intelligence History Right », de Nicholas Dujmovic (historien de la Central Intelligence Agency [CIA]), mérite qu'on s'y arrête. Même si l'auteur minimise les difficultés auxquelles se heurtent les chercheurs décidés à éclairer de l'extérieur l'organisation et le fonctionnement des services spéciaux, cette contribution semi-acide donne une idée des pièges élémentaires à éviter.

Également à signaler : « Catching an Atom Spy », de Timothy Gibbs, consacré aux interrogatoires semi-formels qui ont permis au MI5 de confondre Klaus Fuchs (physicien nucléaire d'origine allemande, naturalisé britannique, passé au service de l'URSS).

« Signals Intelligence in War and Power Politics, 1914-2010 », de John Ferris, constitue une excellente

synthèse sur les moyens techniques d'interception et les usages qu'en font les grandes puissances.

« United Nations Peacekeeping Intelligence », d'A. Walter Dorn, se concentre sur les moyens d'information mis en œuvre par l'Organisation des Nations unies (ONU) dans le cadre de ses missions pacificatrices.

Pour ce qui est des thèmes saillants, on notera la place particulière que tient dans cet ouvrage la question des relations entre producteurs et consommateurs de renseignements : qu'il s'agisse de la dissémination des analyses, de la sélection des directeurs de services par le pouvoir exécutif, de la coordination interorganisationnelle des tâches, de la politisation rampante des missions (détournement des ressources étatiques) et des *outputs* (trucage orienté des dossiers), ce *Handbook* projette un éclairage dépréciatif sur les élus politiques et les hauts fonctionnaires amenés à compromettre délibérément la rationalité, la sérénité et la légitimité des structures placées sous leur autorité temporaire. Les controverses à répétition déclenchées par George W. Bush et Tony Blair sont passées par là.

Au final, l'ouvrage mérite de rejoindre les lectures chaudement recommandées pour qui s'intéresse aux re-routages actuels du renseignement d'État et aux questionnements des chercheurs spécialisés. À moins de posséder un appétit gargantuesque, on ne l'engloutira pas d'une traite. Mais on y trouvera

de nombreuses observations nuancées, permettant d'échapper aux petites anecdotes journalistiques et aux grandes généralités administratives.

Jérôme Marchand

SOCIOCULTURAL INTELLIGENCE. A NEW DISCIPLINE IN INTELLIGENCE STUDIES

Kerry Patton
Londres, Continuum, 2010
204 pages

Cet ouvrage plaide à juste titre pour une densification conceptuelle du renseignement militaire américain, mais les idées y sont exprimées de manière si élémentaire et si manichéenne (« Dieu » figure en bonne place dans l'avant-propos et les non-convertis domestiques de tous acabit sont fustigés à gros traits vengeurs¹) que le lecteur se trouve naturellement incité à émettre des doutes sur les vertus productives d'un tel instrument de sensibilisation². *Sociocultural Intelligence* part d'un constat d'évidence : à eux seuls, les aperçus fragmentaires livrés par le renseignement technologique (écoutes, observations) ne permettent ni de prendre un ascendant durable dans les conflits asymétriques du monde contem-

1. Parmi les cibles de K. Patton, on mentionnera pêle-mêle les commissions parlementaires Pike et Church, les mauvais patriotes qui n'ont pas accueilli comme il fallait les vétérans du Vietnam, les critiques qui s'inquiètent des débordements des milices anti-immigration illégale, l'Association anthropologique américaine, etc.

2. K. Patton intervient sur *Fox News*.

porain (guérillas, insurrections, terrorismes, rébellions), ni de saisir ce qui se passe dans la tête des populations occupées. D'autres éléments de compréhension empruntés aux sciences sociales – touchant au pays (géographie, géologie), aux gens (anthropologie, psychologie), aux groupements dans lesquels ils vivent (économie, démographie, criminologie, science politique), aux infrastructures –, puis dûment articulés, sont nécessaires pour optimiser l'appréhension immédiate de l'environnement de travail et limiter les erreurs relationnelles liées à la méconnaissance du symbolique : tabous, échelles de statut, rites, etc. Au renseignement d'État, nous explique Kerry Patton, de mener à bien ce travail de contextualisation.

Pour cela, l'auteur propose de développer une nouvelle branche disciplinaire, prenant le nom de « SOCINT » et ayant vocation à se concentrer sur les aspects « cachés » de la réalité sociale, aspects cachés que les forces armées classiques, organisées selon des logiques rigides (efficacité/sécurité), ne seraient pas en mesure d'appréhender assez vite par elles-mêmes. De manière plus concrète, *Sociocultural Intelligence* évoque le travail d'éducation (acquisition de connaissances multidisciplinaires/développement des facultés empathiques) et de distanciation (façonnage du jugement critique/découverte de ses propres biais cognitifs) qu'il faut mener pour sortir de

l'ignorance bien-pensante des forts et devenir un analyste émérite, apte à décrypter les signaux faibles et à reconstituer les logiques de fonctionnement des systèmes et des réseaux exogènes. Vaste programme...

K. Patton a visiblement sondé des domaines très variés pour nourrir son propos. Les indications bibliographiques figurant à la fin de chaque chapitre en témoignent. Mais la manière même dont il résume tel ou tel épisode historique (la Révolution française, la guerre du Vietnam) met à nu le simplisme de ses conceptualisations sociologiques et politologiques. Quant aux réticences palpables que l'auteur éprouve face aux démarches scientifiques fondées sur le doute systématique, la confrontation des sources, la formulation d'hypothèses concurrentes, la prise en considération des voix dissidentes et des critiques neutres, elles laissent planer un doute : *quid* de l'hygiène intellectuelle de K. Patton ? Pourquoi ne s'est-il pas appliqué à lui-même les grands principes qu'il prétend indispensables à l'épanouissement du renseignement SOCINT et à l'amendement des pratiques contre-insurrectionnelles et contre-terroristes ? Si elle tient vraiment à croître et à prospérer, la sous-discipline aura besoin de se trouver des porte-parole plus à l'aise face à l'altérité, à la complexité et à l'ambiguïté.

Jérôme Marchand

ENVIRONNEMENT

LES HORIZONS TERRESTRES. RÉFLEXIONS SUR LA SURVIE DE L'HUMANITÉ

André Lebeau

Paris, Gallimard, 2011, 272 pages

Après avoir, dans son précédent ouvrage *L'Enfermement planétaire* (Paris, Gallimard, 2008¹), montré de façon convaincante l'humanité enfermée durablement dans une planète dont les ressources ne sont pas infinies, André Lebeau se demande ici s'il est possible de concevoir une société assurée de pérennité et procurant en même temps une existence authentiquement humaine. Deux caractéristiques au demeurant difficiles à vérifier.

Les éléments de réponse rassemblés par l'auteur peuvent s'organiser autour de trois thèmes clés.

– La nécessité d'une transition majeure en matière énergétique, pour combler le vide que va créer la disparition de l'énorme part (80 % actuellement) que représentent les combustibles fossiles générateurs – mais ils ne sont pas les seuls – de gaz à effet de serre. Une fois épuisées les réserves de combustibles fossiles, serons-nous réduits à la seule énergie solaire ou existera-t-il une autre forme d'énergie inépuisable ? Deux voies seulement sont, semble-t-il, concevables à cet égard : les surgénérateurs et la

fusion nucléaire, qui nécessitent une intervention massive de l'État. La surgénération permet de maintenir pendant plusieurs siècles le recours à des matériaux fissiles avant de voir réapparaître le spectre de la pénurie énergétique mais sa généralisation pose « de redoutables problèmes de sécurité ». Quant à l'énergie de fusion, certes « elle possède toutes les qualités nécessaires pour assurer, à l'horizon du millénaire, l'approvisionnement en énergie primaire du système technique. Mais en l'état des connaissances et des savoir-faire, elle n'est pas maîtrisée. »

– Les dangers multiformes de l'altération du climat. A. Lebeau traite naturellement du danger actuellement le mieux connu, le réchauffement climatique. Il rappelle notamment que compte tenu des incertitudes, l'avenir se situe entre un impact déplaisant mais remédiable (+ 2 °C) et un choc catastrophique aux effets peu maîtrisables (+ 5 °C). Il ajoute que l'on connaît encore mal les incidences sur le déplacement des zones de sécheresse, qui pourrait se traduire, au Maghreb, par une remontée de la frontière du désert vers le nord et, de façon plus générale, par des migrations de populations « qui n'ont nulle part où aller ».

– La régulation du nombre d'hommes sur Terre. Ce troisième thème est le plus simple à formuler mais le plus difficile à traduire concrètement, car il porte sur la régression de la population mondiale, consi-

1. Cf. *Politique étrangère*, vol. 74, n° 2, été 2009.

dérée comme une « composante inéluctable de toute évolution vers une société pérenne ». Déjà A. Lebeau écrit qu'« aucune société pérenne ne peut exister, et encore moins évoluer harmonieusement, avec le niveau de population actuel, pour ne rien dire de celui auquel nous sommes promis ». On notera qu'à terme il deviendra impossible de recourir à ce palliatif des inégalités que représentait le nivellement par le haut, durablement interdit par la finitude des ressources terrestres.

La coexistence entre des zones surpeuplées et des zones déclinantes va susciter des tensions qui, pour n'être pas idéologiques, n'en seront pas moins difficiles à gérer. Les relations entre États pourront-elles évoluer dans le sens coopératif qu'on a pu observer par le passé face à un danger (militaire) commun ? Bref, « y aura-t-il rétraction concertée du domaine de la souveraineté nationale » ? Une gouvernance mondiale chargée de maîtriser les relations de l'humanité avec sa planète paraît la réponse logique à cette lutte d'un nouveau genre, lutte menée contre une biosphère qui ne nous veut aucun mal mais sait dire là où elle a mal – encore qu'elle ait tendance à faire sentir les effets de l'altération climatique dans les zones de haute latitude, alors que « l'essentiel de la puissance économique et politique » qui la génère se situe dans la zone tempérée. La gouvernance mondiale appelée à gérer ce monde

de croissance zéro ne pourra en tout cas voir le jour que « par le renouvellement des générations » et en tenant compte « des échéances que consentira la Terre ». Il faut être reconnaissant à A. Lebeau de nous en présenter une première ébauche à la fois rigoureuse et malheureusement crédible.

Bernard Cazes

AFRIQUE

SOMALIA: THE NEW BARBARY? PIRACY AND ISLAM IN THE HORN OF AFRICA

Martin N. Murphy
Londres, Hurst & Co, 2011
280 pages

La Somalie est un « État failli » dont le monde se désintéresse depuis l'opération d'octobre 1993 qui s'est soldée par la mort de 19 soldats américains. À la suite de ces événements, les États-Unis ont décidé de s'en retirer et ont convaincu les pays occidentaux de ne plus s'y faire piéger.

Cette posture abstentionniste a été confortée avec le temps. Tous les efforts déployés depuis 20 ans par l'Organisation des Nations unies (ONU), l'Union africaine (UA), la Ligue des États arabes, l'Autorité intergouvernementale sur le développement (Intergovernmental Authority on Development, IGAD) et les pays de la Corne pour rétablir une forme d'autorité nationale ont échoué. La Somalie reste une société sans État, déchirée par une

violence meurtrière d'autant plus incompréhensible qu'à la différence d'autres régions d'Afrique, ce territoire est ethniquement, religieusement et linguistiquement le plus homogène qui soit. Les lignes de fracture au sein de la société somalie opposent les clans. La complexité de leur généalogie défie l'analyse. La fluidité de leurs alliances hypothèque toute perspective.

L'ignorance dans laquelle on a longtemps tenu la Somalie fut bénigne. Faisant un peu vite abstraction des violences sporadiques qui déchiraient le pays et d'un retard de développement humain (espérance de vie, alphabétisation, accès aux soins, etc.) camouflé par l'absence de statistiques internationales, certains esprits libéraux ont vanté les capacités d'autorégulation des clans somaliens. Leur situation sur le terrain était moins idyllique ; mais elle était confinée. La communauté internationale pouvait donc s'en désintéresser puisqu'elle n'avait pas à en souffrir.

Les choses ont changé en 2001. Avec le 11 septembre, on s'est souvenu qu'Oussama Ben Laden avait longtemps vécu au Soudan et qu'Al-Qaida avait essaimé des cellules en Somalie. On s'est alors lancé dans une course un peu ridicule aux groupes islamistes, avant de réaliser que le plus influent d'entre eux, Al-Ittihad al-Islami, avait quasiment cessé toute activité. Certes, dans les années 1990, Al-Qaida avait placé beaucoup d'espoir dans la Somalie. La rumeur veut qu'elle y

aurait alors ouvert des camps d'entraînement. C'est à partir de la Somalie qu'elle organisa les attentats d'août 1998 contre les ambassades américaines de Nairobi et de Dar es-Salaam, puis ceux de novembre 2002 contre des cibles israéliennes à Mombasa. Mais la greffe ne prit pas. Leur méfiance vis-à-vis des étrangers, leurs pratiques de l'islam inspirées du soufisme et leurs allégeances fluctuantes ont fait des Somaliens de bien piètres recrues pour les terroristes d'Al-Qaida, plus à l'aise dans les États faibles que dans les États faillis.

La Somalie a en revanche engendré une nuisance internationale, bien réelle celle-ci. Depuis la chute de Mohamed Siad Barre en 1991, la piraterie se développe au large de ses côtes. Elle touche les navires croisant dans le golfe d'Aden, qu'ils relient ses deux rives ou se dirigent via le détroit de Bab-el-Mandeb et le canal de Suez vers l'Europe. Martin N. Murphy montre l'ampleur prise par le phénomène : des pirates de plus en plus audacieux, qui n'hésitent pas à intercepter des navires à plus de 1 000 milles nautiques des côtes, et de plus en plus cupides, demandant des rançons de plusieurs millions de dollars. Chercher dans leurs actions des motivations idéologiques ou religieuses est inutile ; l'appât du gain est leur seul moteur. La particularité de cette piraterie est qu'elle dispose d'un « sanctuaire » : les petits ports du Puntland – à la différence de ceux de Malaisie ou d'Indonésie

– sont inaccessibles à toute action internationale.

M. Murphy décrit les réponses militaires que la communauté internationale a tenté de mettre en œuvre : les opérations navales de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), de l'Union européenne (UE), ainsi que le jeu géopolitique en cours dans l'océan Indien avec la participation des marines chinoise, indienne, iranienne et russe. Ces opérations soulèvent des problèmes juridiques délicats : faut-il respecter la souveraineté des eaux territoriales somaliennes ? Devant quelles juridictions juger les pirates appréhendés ? Outre son coût difficilement soutenable, la riposte navale ne suffira pas à elle seule. Il faudrait la doubler de raids terrestres, politiquement et matériellement invivables à l'heure actuelle.

M. Murphy a raison d'insister : la lutte contre la piraterie doit être autant sinon plus politique que militaire. Sans vouloir à tout prix reconstruire en Somalie un État qui n'y a jamais existé ni plaquer un modèle occidental sur une société qui n'est pas prête à l'accepter, la communauté internationale devrait faire preuve de pragmatisme et rompre avec le fantasme d'une Somalie unie, déjà mis à mal par 20 ans de guerre civile. Cela passera, selon l'auteur, par la reconnaissance du Somaliland, voire du Puntland, comme entités constituées. C'est en ramenant la paix à terre qu'on pacifiera les océans.

Yves Gounin

SARKO L'AFRICAIN

Gilles Labarthe

Paris, Hugo & Cie, 2011, 236 pages

Gilles Labarthe est journaliste d'investigation. Compagnon de route de l'association Survie, présidée jusqu'à sa mort par François-Xavier Verschave, il s'est fait une spécialité des arcanes économiques de la Françafrique. Son dernier ouvrage évite toutefois les outrances de certaines publications de cette association vengeresse, tel le *Nicolas Sarkozy ou la Françafrique décomplexée* de Samuël Foutoyet (Bruxelles, Tribord, 2009). Même s'il ne contient pas de révélations renversantes et se borne trop souvent à recycler des informations déjà connues, il se lit sans déplaisir.

G. Labarthe ambitionne de dresser une « biographie sous l'angle africain » de Nicolas Sarkozy. Il veut faire mentir l'image d'un président qui se désintéresserait de l'Afrique. Au contraire, soutient-il, le futur candidat à la présidentielle s'est très vite convaincu que tout candidat à l'Élysée devait être adoubé par les chefs d'État les plus influents de l'ancien pré carré. Cela explique le soin qu'il a pris à entretenir des contacts réguliers avec eux et au premier chef avec Omar Bongo, qu'il ne manquait pas d'aller saluer à l'occasion de ses (nombreux) passages à Paris.

L'auteur montre que, durant toute sa carrière, Nicolas Sarkozy a côtoyé des hommes politiques (Achille Peretti, Charles Pasqua,

Patrick Balkany, etc.) ou des hommes d'affaires (Jean-Marc Vernes, Vincent Bolloré, Martin Bouygues, etc.) très impliqués en Afrique. Mais, et c'est là que le raisonnement pêche, il ne suffit pas que le futur président ait croisé quelques hommes liges de la Francafrique pour devenir un « Africain ». Un chapitre est par exemple consacré à Michel Lunven qui, après avoir travaillé auprès de Jacques Foccart, fut ambassadeur à Niamey, à Bangui et à Libreville. Il finit sa carrière comme « conseiller Afrique » de Martin Bouygues. L'amitié bien connue qui lie l'héritier du géant du BTP et le futur président ne suffit pas à faire du conseiller de celui-ci un proche de celui-là.

G. Labarthe est en revanche plus convaincant quand il souligne le lapsus entre les promesses du candidat de rompre avec la Francafrique et le conservatisme de sa présidence. Il rappelle les belles envolées du discours de Cotonou du 19 mai 2006 (« Il faut [...] débarasser la relation franco-africaine des réseaux d'un autre temps, des émissaires officieux qui n'ont d'autre mandat que ceux qu'ils s'inventent ») et décrit avec piquant les faux-pas du premier périple présidentiel africain au Sénégal puis au Gabon, alors qu'on attendait le nouveau président au Ghana ou en Afrique du Sud.

Mis sous presse en février 2011, le livre de G. Labarthe ignore les dernières évolutions de la politique

africaine de la France. Il est difficile de lui en faire reproche. Il n'en demeure pas moins qu'elles contredisent largement sa présentation trop négative. Après une décennie houleuse, la Côte-d'Ivoire a enfin tourné la page Laurent Gbagbo en avril 2011. C'est une belle victoire pour la démocratie et pour la France. Autre évolution significative : Claude Guéant, qui pendant quatre ans a eu la haute main sur toutes les affaires africaines, a quitté l'Élysée fin février. Il n'est pas sûr qu'il puisse continuer à leur porter la même attention depuis son bureau de la place Beauvau. D'ailleurs, les révélations en septembre de Robert Bourgi, qui était proche de l'ancien secrétaire général de l'Élysée, sont le révélateur d'un glissement de pouvoir. Ce grand « déballonnage » a des airs de chant du cygne.

Yves Gounin

AMÉRIQUE LATINE

URIBE-CHAVEZ : DEUX VOIES POUR L'AMÉRIQUE LATINE ?

Stephen Launay
Paris, Buchet-Chastel, 2010
258 pages

La Colombie ne connut qu'une éphémère période dictatoriale. En Amérique du Sud, il est peu de pays d'aussi solide tradition démocratique. On y cultive le « civilisme », un formalisme juri-

dique empreint de politesse et de mansuétude. Cette nation souffre toutefois d'un clientélisme endémique, de l'existence de cartels de la drogue et de la lutte armée des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) qui pratiquent prises d'otages, attentats, exactions et extorsions crapuleuses. Maire de Medellin, gouverneur puis président, Alvaro Uribe n'a pas hésité à décider une incursion en territoire équatorien pour y déloger un chef des FARC. Cela contribue à la mauvaise réputation de ce libéral qui passe pour un conservateur ami de George W. Bush. On aurait bien tort, cependant, de l'assimiler à une sorte de Poutine des tropiques. Cible d'un attentat dès sa prise de fonction, Uribe ne guerroya pas contre les FARC de façon indiscriminée. Pour lui, la fermeté envers l'organisation n'interdit pas la négociation avec certains de ses membres. Et toujours il se montre soucieux d'affermir la démocratie.

On ne saurait le comparer avec le colonel putschiste, autopromu général, Hugo Chavez. Celui-ci régente le Venezuela comme sa chose. Il n'a pas de paramilitaires mais promulgue une loi créant une milice bolivarienne comme garde prétorienne. Il verse des subsides clientélistes en cascade à des missions boliviennes. Le pays est en proie à une corruption généralisée accompagnée de stagnation économique. Le tissu économique pâtit de décisions erratiques. Les

harangues du leader sont chargées de maintenir la société sous tension. Mobilisation d'un pouvoir envahissant indigne de Bolivar, lequel avait le sens des oppositions tempérées par la stabilité juridique. Sous Chavez, un « socialisme du XXI^e siècle » et une démocratie « sociale et participative » sont censés générer un « véritable transfert de pouvoir vers les mouvements sociaux organisés ». Populiste mâtiné d'intellectuel, Chavez disserte sur le « peuple conscient et organisé unique combustible de la machine de l'Histoire » ou encore sur le « caractère sociohistorique de l'être vénézuélien ».

Pour l'auteur plane le fantôme du *caudillo*, du « thaumaturge des blessures » de la nation, qui conçoit l'Histoire comme le théâtre d'un affrontement de titans, l'armée comme la productrice de l'épopée nationale et les opposants comme des obstacles au peuple. Les historiens sud-américains qualifiaient de césarisme démocratique ce régime belliqueux, où la carrure d'un chef est censée protéger le peuple contre des « agressions incessantes » (Vallenilla Lanz), où des oligarques proclamés boliviens ressemblent à « ceux qui se croient meilleurs sous prétexte qu'ils descendent d'un comte ou d'un marquis » (Briceno). Le chavisme de l'autocrate communisant qui gesticule à Caracas s'explique-t-il par une idéologie irrationnelle, comme le suppose l'auteur ? Idéologie en tout cas bien utile puisqu'une jeune Néerlandaise de bonne famille,

engagée dans les FARC, réalise qu'y sévit (comme dans toute guérilla marxiste-léniniste) une inégalité criante entre les « rangs inférieurs » et un *staff* qui s'accapare sans vergogne « de l'argent, des cigarettes, des sucreries ».

Marc Crapez

ASIE

PAKISTAN: A HARD COUNTRY

Anatol Lieven

New York, PublicAffairs, 2011

576 pages

Au fondement de son analyse, Anatol Lieven met la notion complexe de *kinship*, groupe humain lié par un code de conduite explicite ou implicite auquel il est simplement impensable, pour ses membres, de déroger. L'origine de ces groupes est variable : ce peut être la croyance en l'existence d'un ancêtre commun, généralement mythique ; la perpétuation de relations féodales et paternalistes traditionnelles ; une forme de confrérie religieuse autour du culte d'un saint reconnu comme le protecteur du groupe et dirigée par un de ses descendants ; ou encore la survivance inconsciente des anciennes castes hindoues. Peu importe, l'essentiel étant que, dans chacun de ces groupes, les droits et les devoirs des membres soient clairement définis, les hiérarchies respectées et les amis et les ennemis

clairement désignés. La préservation de l'honneur du groupe est le moteur du comportement de chacun. L'objectif commun est l'accroissement de la gloire, de la puissance et de la prospérité du groupe et en particulier de son chef. L'auteur analyse finement le fonctionnement de ces groupes dans les quatre provinces qui constituent le Pakistan (le Penjab, le Sind, le Balouchistan, le Khyber Pakhtunkhwa [ex-North-West Frontier Province, NWFP]), en soulignant les spécificités locales de leur fonctionnement mais aussi les similitudes.

Pour l'auteur, l'histoire et la réalité présente du Pakistan s'expliquent, dans une très large mesure, par l'interaction de ces groupes. Prenons par exemple la vie politique. Les partis politiques ne sont pas des partis de masse regroupant des militants qui partagent la même idéologie mais des regroupements souvent instables de *kinships* autour d'une famille dominante. C'est en particulier le cas pour les deux partis les plus importants, le Pakistan Peoples Party (PPP) autour de la famille Bhutto et la Pakistan Muslim League (PML) autour des frères Sharif. Ce côté « fief personnel » des partis politiques est encore plus prononcé pour les différentes dissidences de ces deux partis, les deux exceptions étant le Jamaat-e-Islami, qui recrute sur la base d'une interprétation rigoriste de l'islam dans la classe moyenne éduquée des villes mais qui n'attire pas à lui les

masses populaires, et le Muttahida Qaumi Mahaz (MQM), qui représente les intérêts des musulmans qui ont quitté l'Inde lors de la partition et se sont réfugiés à Karachi et dans les grandes villes du Sind. Ce parti n'a pas réussi, jusqu'à présent, à s'étendre au-delà de cette clientèle. L'armée elle-même, facteur politique essentiel, est devenue un immense *kinship* qui a adopté les modes de fonctionnement traditionnels de ces groupes : s'approprier les financements et les emplois pour assurer la stabilité et la prospérité du groupe.

L'auteur en tire trois enseignements.

– Le Pakistan ne peut être le lieu de changements révolutionnaires. Les rares tentatives de changement radical du pays ont toutes échoué, car le système a toujours réussi à reprendre la main, et ce généralement très rapidement. C'est pourquoi, à moins d'événements imprévisibles résultant d'actions extérieures, telles une nouvelle défaite en face de l'Inde ou des interventions massives des États-Unis dans le pays, le système a la capacité de survivre à la vague de violence physique et idéologique qui paraît aujourd'hui le submerger. Le risque d'une révolution islamique est, pour A. Lieven, extrêmement faible.

– L'État central, les gouvernements régionaux et autres autorités publiques ne sont conçus que comme un

instrument d'enrichissement et de patronage pour ceux qui exercent le pouvoir et sont vécus par le reste de la population comme des agents d'oppression et de prédation. La notion d'intérêt général est inexistante.

– Enfin, la perpétuation de l'existant, hypothèse la plus probable, ne doit pas conduire à l'optimisme, même si elle fait justice du catastrophisme habituel des commentateurs occidentaux : aucune politique de développement n'est possible et, à terme, l'épuisement des ressources écologiques du pays, en particulier de l'eau – alors que la progression démographique reste une des plus élevées du monde –, pourrait conduire à une crise insurmontable.

L'ouvrage d'A. Lieven, absolument remarquable, est nourri d'une connaissance approfondie du Pakistan et d'une véritable empathie pour son peuple, victime d'un système terriblement dur pour ceux qui le subissent – d'où son titre. Tout au plus peut-on se demander si l'auteur ne sous-évalue pas le danger des évolutions les plus récentes, qui aggravent la rupture entre la classe dirigeante et le reste de la population, dont l'exaspération légitime s'exprime par un antioccidentalisme virulent et par la montée de l'islamisme radical.

Olivier Louis

**INDIA: A PORTRAIT. AN INTIMATE
BIOGRAPHY OF 1.2 BILLION PEOPLE**

Patrick French

Londres, Allen Lane, 2011

436 pages

Écrivain et historien, Patrick French a déjà publié plusieurs ouvrages, notamment sur l'Inde. Le portrait qu'il nous brosse de ce pays est d'un niveau exceptionnel dans sa forme et son contenu. Trois grands thèmes sont abordés : la nation et la vie politique, l'économie – ou Lakshmi, déesse de la richesse – et la société. Avec un art consommé, l'auteur trace les grandes perspectives en les assortissant de faits pris sur le vif, d'interviews, de descriptions. Ainsi apparaissent ombres et lumières.

La « plus grande démocratie du globe » ne chemine pas sans failles ni violences : voir le massacre de 3 000 Sikhs, après l'assassinat d'Indira Gandhi (1984) par un de ses gardes du corps appartenant à cette religion. Plus récemment, l'auteur s'est entretenu avec des maoïstes, militants qui ont créé plusieurs foyers sanglants dans les zones forestières du Nord-Est de la péninsule.

Les grandes étapes de la vie politique sont retracées depuis leur genèse en 1947 à nos jours : la dynastie Nehru-Gandhi jusqu'en 1989, puis les gouvernements de coalition qui perdurent après 1996, source d'affaiblissement du pouvoir central par rapport aux États, les uns allant de l'avant dans leur développement, les autres s'empêtrant dans leurs dissensions.

Aspect inédit du monde politique, la *family politics*, ou les politiciens héréditaires qui prolifèrent dans tous les partis : fils ou gendres, filles ou belles-filles, autres parents qui peu à peu remplacent leurs ascendants. Sur les 543 membres du Lok Sabha (Chambre basse) du Parlement central, 156 ont succédé à des parents plus ou moins proches, soit 28,6 %, pourcentage qui s'élève encore lorsqu'on ne considère que les plus jeunes parlementaires. Soit dit en passant, le phénomène est encore plus marqué en Chine avec les « fils ou filles de princes », descendants des dignitaires de l'ère Mao. Dans le même temps, le rôle des castes change sur l'échiquier avec la montée des *dalits* (ex-intouchables) et des basses castes. C'est ainsi que le lecteur rencontre Mayawati, femme *dalit* devenue Chief Minister de l'Uttar Pradesh, le plus grand État de l'Inde, pépinière jusqu'alors de leaders brahmanes, dont la famille Nehru, d'origine lointainement cachemiri. La grosse minorité musulmane a été très affaiblie par l'exode d'une grande partie de ses élites au Pakistan, facteur dont les effets n'ont pas disparu aujourd'hui, ce qui explique en partie sa relative fragilité socio-économique.

La politique étrangère n'est pas oubliée, avec de judicieuses références aux États-Unis, au Pakistan, à l'Afghanistan. Si Delhi resserre ses liens avec Washington, les relations avec Islamabad restent lourdes d'aléas, malgré quelques récents progrès.

Après un rappel des étapes de la politique économique, l'auteur insiste sur le changement de climat dû aux réformes. Il dessine le portrait de *self-made men* partis avec quelques milliers de dollars, aujourd'hui à la tête de conglomérats. Les nouveaux riches, qui étalent leurs richesses, alternent avec les disciples de Max Weber qui s'ignorent, demeurés frugaux dans leurs modes de vie. Bien connues sont les innovations dans l'informatique mais bien d'autres cas sont cités, de Bharat Forge, producteur mondial de pièces détachées pour voitures, à la percée des firmes pharmaceutiques. P. French finit par nous emmener dans les vignobles du Maharashtra (Mumbai) où, avec des collaborations françaises, des Indiens produisent un excellent Sauvignon... Signe des temps, comme en Chine, le vin arrive sur la table des classes aisées. Face noire : les retards persistants dans les infrastructures, transports, électricité, qui suscitent de lourds surcoûts dans les entreprises, les nombreux aspects du coulage et de la corruption, ici comme en Chine.

La société est le théâtre de multiples mutations, surtout dans les classes aisées ou moyennes supérieures : la culture des loisirs, les biens semi-durables, la voiture, le frigo, la climatisation, les mœurs, etc. Typique est la décriminalisation de l'homosexualité, comme en Chine d'ailleurs, tandis que les mariages d'amour, le cas échéant intercastes, deviennent moins rares. Néan-

moins, l'auteur a raison d'affirmer que « la dévotion à la religion ne semble pas décliner ». Traditions et modernité s'affrontent ou s'allient, tels ces très riches hommes d'affaires et ces politiciens parfois de haut vol restés fidèles à leurs rites, y compris à leurs astrologues ; et les mariages arrangés dans la même caste restent dominants.

Cette mosaïque aux multiples couleurs se déploie dans un pays de 1,2 milliard d'âmes. Il en découle un éventail d'une taille exceptionnelle, entre le meilleur et le pire.

Gilbert Étienne

MAGHREB/MOYEN-ORIENT

AU CŒUR DE LA LIBYE DE KADHAFI

Patrick Haimzadeh

Paris, JC Lattès, 2011, 186 pages

Grande comme trois fois la France, la Libye est désertique à 95 % et tire 92 % de ses revenus du pétrole. Les 5 millions de Libyens sont majoritairement des Arabes, parlant des dialectes similaires, auxquels s'ajoutent 200 000 Berbères et 50 000 Touaregs, Berbères nomades du Sahara. La rivalité entre Tripolitaine et Cyrénaïque date de l'Antiquité. Tripoli est la sœur ennemie de Benghazi qui, sous l'égide du soufisme, fut le berceau de la résistance à la colonisation italienne, puis de l'indépendance. Entre les deux passe une importante artère caravanière qui débouche sur le golfe de Syrte. En 1969, un colonel autopro-

clamé de 27 ans réussit un coup d'État. Fin connaisseur de son pays, Mouammar Kadhafi fait preuve d'intelligence politique pour déjouer ensuite plusieurs tentatives de putsch. Il réprime des soulèvements à l'arme lourde mais s'inscrit dans l'imaginaire collectif de sa nation et flatte certaines valeurs dominantes de sa société. Sa notion de pouvoir direct des masses trouve un écho dans une frange de la population hostile à un pouvoir central fort. Sa fameuse tente est un clin d'œil au mythe du mode de vie bédouin car dans ce pays, le plus urbanisé d'Afrique (85 % de citadins), beaucoup disent qu'ils vont « passer le week-end dans le désert », où ils possèdent un terrain.

Le clientélisme de l'ex-dictateur alternait contrainte, menace, négociation et largesses. Cette relation de pouvoir fondée sur le couple allégeance/rétribution était l'inverse de la méritocratie ou de la concurrence libre et non faussée (un Libyen sur sept est fonctionnaire, souvent virtuel ou intermittent, mal payé mais bénéficiaire de passe-droits). Ce système instable et ubuesque était caractérisé par un défilé de réformes jamais appliquées et une précarité des statuts des élites. Le fait du prince pouvait faire, défaire et livrer des subalternes à la vindicte populaire. La garde rapprochée se payait sur la bête économique. Le clan familial se taillait de plus en plus la part du lion. Dérive « affairiste sur fond de frustration sociale » qu'illustre l'exemple, puisé dans la vie quotidienne, du

policier de faction à un carrefour, qui bloque la circulation pour laisser passer la voiture de sport du fils de famille avant de contrôler un taxi ou le pick-up d'un paysan.

Turner la page de l'ère Kadhafi ne sera pas possible sans composer avec l'existence des tribus comme élément structurant et régulateur de la violence. La tribu est une filiation fondée sur l'ascendance paternelle, qui se reconnaît dans l'appartenance commune à un ancêtre éponyme. Ce groupe constitue un espace de solidarité, de débat et de médiation, sous l'autorité morale d'un représentant apte à régler un différend interne ou avec l'extérieur en s'appuyant sur le droit coutumier. Les Libyens recourent à la solidarité tribale pour obtenir un poste, une promotion, un crédit, un logement, faire avancer un dossier ou débloquer les choses.

Marc Crapez

**AFRIQUE DU NORD – MOYEN-ORIENT :
RÉVOLUTIONS CIVIQUES,
BOULEVERSEMENTS POLITIQUES,
RUPTURES STRATÉGIQUES (ÉD. 2011-2012)**

Frédéric Charillon
et Alain Dieckhoff (dir.)
Paris, La Documentation française
2011, 146 pages

Depuis la disparition du regretté Rémy Leveau, la direction de l'ouvrage collectif publié annuellement par La Documentation française sur l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient a été reprise conjointement par Frédéric Charillon et

Alain Dieckhoff. Il apporte chaque année une analyse des événements les plus marquants qui secouent ces régions pleines de turbulences. La livraison de cette année fait une large place au « printemps arabe » et à ses conséquences géopolitiques.

F. Charillon, qui l'introduit sur le thème des « révolutions civiques, bouleversements politiques, ruptures stratégiques », essaie de dégager quelques conclusions provisoires à partir de plusieurs constats. Il souligne en particulier la « nature à la fois populaire, consensuelle et spontanée » des mouvements observés. Il remarque que les doctrines d'ensemble face à cette situation sont trop larges. Une « doctrine Powell », comme une « politique arabe » trop globalisante, ne sont plus utilisables. Une approche plus pragmatique, plus au coup par coup, lui paraît à juste titre indispensable. La principale leçon est sans doute celle de la nécessité de la « révision totale d'un certain nombre de concepts ou de référents qui avaient marqué par le passé la relation de l'Europe avec les États arabes ». Ainsi recommande-t-il des « recompositions diplomatiques ». L'Union pour la Méditerranée (UPM) avait fait du président Hosni Moubarak un partenaire majeur pour mettre sur les rails ce projet ambitieux. À l'évidence, la situation actuelle définit une nouvelle donne, qui oblige l'Europe, et plus précisément la France, à adapter ses outils de coopération avec les pays méditerranéens du Sud.

Pour les États-Unis, qui ont choisi de soutenir les révolutions arabes, la situation n'est pas sans risques. L'Arabie Saoudite n'a pas caché sa désapprobation sur la façon dont le président Barack Obama a « lâché » le président Moubarak, comme par le passé le président Jimmy Carter avait abandonné le Shah. Pour les acteurs régionaux eux-mêmes, arabes ou non arabes, comme Israël, la Turquie et l'Iran, l'évolution des événements devrait conduire à une adaptation, voire à une redéfinition, de leur politique étrangère.

L'ouvrage aborde successivement les situations de l'Égypte, de la Tunisie et des Territoires palestiniens avant d'analyser le développement préoccupant des activités d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) et d'évoquer, plus largement, la place et le rôle de l'islam dans les sociétés arabes.

S'agissant de l'Égypte, Vincent Romani, professeur à l'université du Québec à Montréal, rappelle que la révolution a été précédée dès 2004 de multiples signes annonciateurs, de mouvements sociaux mais aussi d'une contestation politique de plus en plus forte. Il souligne le caractère essentiel des enjeux pour l'armée, qui entend tout à la fois « organiser à son avantage et au plus vite son retrait de la scène politique tout en maintenant son pouvoir économique et politique ». L'évolution récente montre la difficulté pour l'armée de poursuivre ces objectifs largement contradictoires et de gérer la situation en

alternant répression et conciliation, tout en s'efforçant de contrôler une épuration qu'elle entend réduire au strict minimum. Elle y réussit pour l'instant au prix d'une dégradation de son image. Quant aux Frères musulmans, qui ont su récupérer la révolution, ils restent à l'évidence un acteur incontournable dans le processus politique qui se précise.

L'évolution de la situation tunisienne, évoquée par Flavien Bourrat, montre à quel point le passage d'un État policier à un État de droit est délicat ; si l'armée se veut gardienne des institutions, son jeu est ici plus clair que celui du Conseil supérieur des forces armées (CSFA) égyptien. Mais en Tunisie aussi, les islamistes entendent récupérer la révolution : s'ils « peinent à définir un projet politique lisible et cohérent », ils demeurent des acteurs inévitables, avec lesquels les révolutionnaires devront compter. Un consensus semble se dégager pour mettre en place des garanties afin d'éviter le retour d'un pouvoir despotique. À cet égard, l'évolution de la Tunisie mérite d'être particulièrement suivie. Plus que tout autre pays arabe, elle détient les atouts pour bâtir une véritable démocratie.

Cet ensemble de contributions reste pertinent à la lumière des évolutions récentes : il donne des clés intéressantes pour la compréhension d'événements parfois déroutants. Si certains traits sont communs à l'ensemble du monde arabe, chaque pays témoigne d'une spécificité qui laisse penser que les révolu-

tions arabes connaîtront sans doute des évolutions et des destins fort différents.

Denis Bauchard

LA RÉVOLUTION ARABE : DIX LEÇONS SUR LE SOULÈVEMENT DÉMOCRATIQUE

Jean-Pierre Filiu

Paris, Fayard, 2011, 252 pages

Parmi les nombreux livres parus à la suite du « printemps arabe », on retiendra celui de Jean-Pierre Filiu. Publié d'abord en anglais aux États-Unis et traduit par l'auteur lui-même, il est sans doute l'un des plus stimulants. J.-P. Filiu essaie de dégager « quelques leçons » d'un processus qui est loin d'être achevé, car il s'agit bien, selon lui, de « La Révolution » avec un L et un R majuscules.

Après avoir fait la chasse aux idées reçues, il tire quelques premières conclusions. On ne peut que partager son analyse lorsqu'il écrit que les Arabes ne sauraient constituer une exception face à la démocratie et que les musulmans peuvent vivre dans des pays démocratiques. Il souligne à juste titre le rôle joué par la jeunesse, tout à la fois frustrée, mondialisée, numérisée, qui ne se reconnaît pas dans ces régimes oppressifs d'un autre âge. Il note le rôle d'accompagnement de la révolution des armées, décisif dans plusieurs pays. Il analyse l'embarras des mouvements islamistes, dont les Frères musulmans : ceux-ci n'ont joué aucun rôle dans

le déclenchement de la révolution mais ont pris le train en marche avec un certain succès. Tout en évoquant le rôle des réseaux sociaux, il n'en surévalue pas l'importance. Il a raison de souligner que la question palestinienne non seulement n'a pas été évacuée, mais qu'elle demeure « au cœur » des opinions arabes. L'assaut donné à l'ambassade d'Israël au Caire le 9 septembre 2011 montre bien que le problème demeure entier.

« Vague historique » qui n'en est qu'à ses débuts, le « printemps arabe » a enclenché une dynamique qui n'est pas près de cesser de produire des effets. Certes, ce processus ne sera pas linéaire : il y aura des tensions, des crises, voire des retours en arrière. En effet, les révolutions arabes ont devant elles des défis de toutes sortes : sociaux, politiques, économiques. Comme le reconnaît l'auteur, « il faudra des décennies pour les surmonter ». Si le « mur de la peur » est tombé et si rien ne sera désormais comme avant, le calendrier et le point d'aboutissement du processus n'apparaissent pas encore clairement tandis que la contre-révolution s'organise autour de l'Arabie Saoudite. Il est clair – et l'auteur en convient – que des risques existent pour ces révolutions : risques de récupération mais aussi de confiscation ou de restauration. À cet égard, le rôle que vont jouer les deux forces organisées existant dans le monde arabe – d'une part l'armée, d'autre part les mouvements islamistes, notam-

ment les Frères musulmans – sera décisif dans le succès ou l'échec des révolutions.

Dans un article récent de la *New York Review of Books*, Hussein Agha et Robert Malley montrent que cette contre-révolution est en marche et qu'elle dispose d'atouts importants. Pour sa part, J.-P. Filiu est résolument optimiste. Souhaitons qu'il ait raison.

Denis Bauchard

JÉSUS EST JUIF EN AMÉRIQUE : DROITE ÉVANGÉLIQUE ET LOBBIES CHRÉTIENS PRO-ISRAËL

Célia Belin

Paris, Fayard, 2011, 360 pages

Le soutien financier, diplomatique et militaire accordé par les États-Unis d'Amérique à Israël constitue un facteur stratégique déterminant au Moyen-Orient. Ce sujet est régulièrement évoqué dans la presse, notamment lorsque Washington use de son veto au Conseil de sécurité des Nations unies afin d'éviter à l'État hébreu une condamnation de sa politique, notamment vis-à-vis des Palestiniens. En 2006, la publication des analyses de John Mearsheimer et Stephen Walt sur l'influence du lobby pro-Israélien dans la définition de la politique étrangère américaine, avait fait grand bruit. Ils concentraient leur propos, parfois réducteur, et leurs critiques sur les organisations juives. Pourtant, un autre acteur extrêmement actif de la scène inté-

rière américaine restait éludé : la droite chrétienne. La fondation de l'État d'Israël puis la victoire de son armée lors de la guerre des Six Jours en 1967 constituent des tournants décisifs dans la mobilisation politique de ce secteur de la société américaine. Dans le discours religieux de certaines Églises, de tels événements historiques s'interprètent comme des miracles annonciateurs de transformations à l'échelle planétaire. Soutenir Israël par tous les moyens devient alors une mission divine mobilisant des millions de croyants.

Sans minorer le rôle actif et déterminant joué par les organisations juives dans la vie publique états-unienne, cette étude permet de mieux cerner la diversité de ce mouvement au croisement du politique et de la foi. La lecture religieuse qu'ont ces Églises, associations et pasteurs charismatiques les amène à s'identifier totalement à la cause israélienne. Leur rapport à la terre amène ces fervents soutiens d'Israël à s'opposer farouchement à la moindre rétrocession de territoire en vue d'un règlement du conflit avec les Palestiniens.

Ces positions de principe ne signifient pas qu'il existe un ensemble monolithique et uniforme du christianisme nord-américain, mais plutôt des sionismes chrétiens, ayant chacun des lectures religieuses et politiques spécifiques, notamment en ce qui concerne leurs rapports ambigus à l'égard du judaïsme. Ce

souci d'explication est le grand mérite de cet ouvrage, qui permet une immersion dans un univers complexe, mal connu et souvent inaccessible.

Célia Belin précise que les sionistes chrétiens, s'ils sont « bavards », ressentent « méfiants » face au chercheur, ce qui explique l'absence de citations issues des entretiens effectués lors de ses enquêtes de terrain. Cet apport aurait pourtant permis de mieux saisir les motivations d'une galaxie souvent incompréhensible pour le public français, très imperméable à la dimension religieuse de la société américaine.

Samuel Ghiles-Meilhac

EUROPE

UN PETIT COIN DE PARADIS

Alain Minc
Paris, Grasset, 2011, 160 pages

QUAND L'EUROPE S'ÉVEILLERA

Laurent Cohen-Tanugi
Paris, Grasset, 2011, 140 pages

Îlot de paix et de prospérité cheminant à petits pas sur la voie de son intégration, l'Europe a été tout au long de la deuxième moitié du xx^e siècle ce « petit coin de paradis » vanté par Alain Minc. Elle l'a été au point de souffrir de ce que l'on pourrait appeler le syndrome de l'île enchantée. Pendant les années grasses, elle s'est laissée aller à la torpeur de son bien-vivre sans penser à l'avenir, sans s'adapter au

monde qui changeait, sans même prendre conscience d'elle-même. Hier, tout allait si bien que rien ne pressait. À quoi bon accélérer l'intégration politique, l'union économique, la définition d'un « intérêt national européen », pour reprendre l'expression de Nicole Gnesotto, et d'objectifs stratégiques communs ? Aujourd'hui, alors que l'argent vient à manquer, tous les petits coins de ce paradis sombrent dans l'introversion, au risque de laisser l'édifice commun s'effondrer.

Comment ne pas voir qu'à force de cultiver leurs différences et leurs égoïsmes nationaux, les Européens, à l'image des Suisses, se condamnent, comme le dit A. Minc, à n'être plus que sujets d'une histoire qu'ils n'assument plus ? Pour échapper à l'engrenage et redevenir acteurs, il leur faut impérativement prendre conscience d'eux-mêmes, se penser comme Européens. À contre-courant de l'esprit du moment, ce petit livre résonne comme un vibrant appel à la fierté européenne, parce que « l'humilité interdit toute stratégie ; la fierté l'autorise ».

Et les raisons d'être fier d'être Européen sont légion. L'auteur décrit une Europe plus libérale et moins religieuse que les États-Unis et capable, dans le champ économique et social, si elle le veut vraiment, de « préserver un modèle d'équilibre sans égal au monde ». A. Minc croit en la capacité d'émulation entre États membres, qui apporterait « sans le vouloir et parfois sans le savoir » une saine contagion, alle-

mande en matière budgétaire, française en politique industrielle, britannique dans l'innovation et scandinave dans la technologie. L'auteur préconise cependant de « préserver l'euroanéité de nos entreprises stratégiques », de fusionner les grands instituts de recherche et de constituer des universités européennes de rang mondial, d'élaborer une vraie politique européenne de « l'immigration choisie ». Et d'oser ce pari : « Avec des sociétés civiles de plus en plus actives, des groupes d'intérêt de plus en plus présents, des acteurs de plus en plus revendicatifs, la vision européenne de l'économie deviendra la référence. »

Pour Laurent Cohen-Tanugi, l'Europe doit se réveiller et se doter, dans les prochaines années, d'attributs lui permettant d'approcher le plus possible du statut de grande puissance, aussi intégrée et dynamique que possible. « Le temps presse, et l'heure n'est plus au réalisme de l'impuissance bridant depuis des années la volonté européenne, mais à l'audace libératrice », écrit l'auteur dans une critique à peine voilée de ceux qui nous gouvernent, à Bruxelles comme dans les capitales nationales.

Les faiblesses de l'Union européenne (UE) sont connues : budget communautaire sous-dimensionné et conçu comme un système de redistribution sans effet de levier ; union monétaire sans union économique ; déficiences dans les domaines clés de la démographie, de la productivité, de l'en-

seignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ; dilution de l'esprit communautaire à la suite de l'élargissement ; absence de leadership, notamment de la Commission européenne ; échec de la logique intergouvernementale. À quoi il faut ajouter « une idéologie européenne » qui exclut le recours à la force, entraîne une réduction des dépenses militaires et définit l'UE comme une « puissance civile » à l'égard du reste du monde. Une idéologie, nous dit l'auteur, qui met l'Europe « en porte-à-faux face à l'évolution du monde, sorte d'exception naïve et menacée d'insignifiance dans un univers d'empires et de nations-continentes ». Aussi l'Europe doit-elle enfin commencer à « ne plus se penser seulement comme modèle mais aussi comme puissance, à compléter son discours sur les valeurs et l'exemplarité par l'identification et la défense de ses intérêts, et à se doter d'instruments politiques, juridiques, diplomatiques et militaires comparables à ceux des autres pôles du Nouveau Monde ».

Cet essai veut « convaincre les États et les citoyens de la nécessité d'avancer vers une fédération

d'États-nations afin que l'Europe demeure dans la course et pèse de tout son poids dans la mondialisation ». Pour y parvenir, l'auteur préconise la constitution de listes transnationales aux élections européennes et la nomination à la tête des institutions de personnes issues de la majorité parlementaire ; le remplacement des référendums nationaux pour la ratification des traités par une consultation à l'échelle de l'UE ; la généralisation de la codécision législative et du vote à la majorité qualifiée au Conseil ; une revalorisation et une autonomisation progressive du budget communautaire.

Cette décennie est décisive. L'Europe a des atouts mais elle doit d'urgence apprendre à en tirer profit pour promouvoir ses intérêts. Et L. Cohen-Tanugi de conclure : « À défaut de faire trembler la planète, le Vieux Continent a encore les moyens de demeurer l'un des pôles majeurs de prospérité et de civilisation du monde de demain. À condition que les Européens se réveillent enfin. »

Olivier Jehin